

M. J. Hermans, Veiligheidsadviseur, tél. 03/570.00.28; 0486/40.00.53.

MANUFACTURE DE PYROTECHNIE CIVILE S.A.

Zoning industriel La Valeriane

B 7160 Chapelle-lez-Herlaimont

M. Halein, tél. 064/44.61.34; 02/511.95.57

P.B. CLERMONT S.A. - Dépôt de Sugny

Les voies de Bohan 245

B 5550 Sugny

M. V. Berton, directeur, tél. 04/273.82.82,

En cas de problème, on peut toujours contacter le Service des Explosifs - tél. 02/206.41.11 et pour la Région flamande uniquement :

MM. :

R. TROCH - tél. 0479/56.20.00;

M. GOOSSENS - tél. 0479/55.23.86.

De heer J. Hermans, Veiligheidsadviseur, tel. 03/570.00.28; 0486/40.00.53.

MANUFACTURE DE PYROTECHNIE CIVILE S.A.

Zoning industriel La Valeriane

B 7160 Chapelle-lez-Herlaimont

De heer Halein, tel. 064/44.61.34 : 02/511.95.57

P.B. CLERMONT S.A.- Dépôt de Sugny

Les voies de Bohan 245

B 5550 Sugny

De heer V. Berton, directeur, tel 04/273.82.82,

In geval van problemen kan men altijd de dienst der springstoffen contacteren, tel 02/206.41.11 en enkel voor de Nederlandstalige regio :

De heren :

R. TROCH, tel 0479/56.20.00;

M. GOOSSENS, tel 0479/55.23.86.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2005/00006]

3 JANVIER 2005. — Circulaire OOP 30bis concernant la mise en œuvre des lois du 13 mai 1999 relative aux sanctions administratives dans les communes, du 7 mai 2004 modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse et la nouvelle loi communale et du 17 juin 2004 modifiant la nouvelle loi communale

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame la Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

Pour information :

A Mesdames et Messieurs les bourgmestres,

Référence	VIII/B/ADB/04/
Public cible	Bourgmestres
Innovation	Sanctions administratives communales – dérangement public – nouvelles compétences pour le bourgmestre. La présente circulaire remplace la circulaire OOP 30 du 2 mai 2001 relative à l'exécution de la loi du 13 mai 1999 relative aux sanctions administratives dans les communes.
Résumé	La présente circulaire reprend le contenu de la circulaire OOP 30 en ce qui concerne les dispositions de la loi du 13 mai 1999 qui sont toujours d'application. Elle intègre également les modifications apportées à l'article 119bis de la Nouvelle Loi Communale (NLC) par les lois du 7 mai et 17 juin 2004.
Actions à entreprendre	Diffusion au secrétaire communal, au fonctionnaire chargé d'infliger les sanctions et au chef de corps de la police locale
Mots clé	Sanctions administratives communales – dérangement public – amendes administratives – mesures d'exécution – article 119bis NLC
Rédacteurs	Mawena CARTERET et Ann DE BACKER, conseillers adjoints, S.P.F. Intérieur, Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention, Cellule juridique
Contact	Ann DE BACKER, 02-557 34 95 - ann.debacker@ibz.fgov.be
Problème d'envoi	Denise WALLYN, 02-557 34 98 - denise.wallyn@ibz.fgov.be

I. LES OBJECTIFS DU LEGISLATEUR.

1. Par les lois des 13 mai 1999, 7 mai 2004 et 17 juin 2004, le législateur a voulu donner aux communes une plus grande autonomie dans leurs attributions de police.

Quatre modifications essentielles sont intervenues :

— L'insertion, dans la Nouvelle loi communale, d'un article 119bis qui donne aux communes la possibilité d'infliger des sanctions administratives (pour réprimer les infractions aux règlements et ordonnances de police);

— L'insertion, à l'article 135, § 2 de la Nouvelle loi communale, de la notion de « dérangement public » dans les compétences de police administrative communale;

— Le droit pour le bourgmestre, en cas d'extrême urgence et lorsque l'exploitant ne respecte pas les conditions d'exploitation, de prononcer la fermeture provisoire d'un établissement ou la suspension d'une autorisation (art. 134^{ter} NLC);

— La possibilité pour le bourgmestre de fermer provisoirement un établissement pour des motifs d'ordre public (art. 134^{quater} NLC).

I.1. L'article 119^{bis} : les sanctions administratives communales

2. Avec le système des sanctions administratives, les communes sont en mesure de lutter plus rapidement et plus efficacement contre la « petite criminalité » mais aussi contre certains troubles à la propreté, à la salubrité, à la sécurité et à la tranquillité publique et contre les dérangements publics sur leur territoire.

Elles ne dépendent plus ni des parquets pour la poursuite des infractions ni des juridictions répressives pour l'imposition de sanctions.

De plus, ce système donne aux communes la possibilité de réduire le sentiment d'impunité qui peut être présent chez le citoyen, les services de police et chez l'auteur ou la victime d'une infraction. En effet, la sanction administrative doit être imposée dans un délai relativement court : six mois à compter de la commission des faits. Dans la mesure où le moment entre l'infraction et la sanction est réduit, si une sanction fait effectivement suite à l'infraction, le contrevenant fera le lien entre les deux.

3. Il résulte en effet de la surcharge de travail des parquets que ceux-ci ne sont plus en mesure de traiter le très grand nombre de procès-verbaux qui leur sont transmis et qu'ils doivent classer sans suite une proportion importante des procès-verbaux établis pour des infractions aux règlements de police. De même, il résulte du nombre important des affaires portées devant les tribunaux que celles-ci sont traitées dans des délais très longs et que les sanctions sont imposées longtemps après la commission des faits.

Les communes se trouvent ainsi dans l'impossibilité de faire appliquer leur règlement ou ordonnances de police. Le citoyen peut avoir l'impression que ces faits restent impunis et les services de police que leur travail est inutile.

Avec les sanctions administratives communales, on met à la disposition des communes un instrument leur permettant de faire face à la situation.

4. La loi prévoit quatre types de sanctions administratives :

- l'amende administrative d'un maximum de 250 euros;
- la suspension administrative d'une autorisation ou permission délivrée par la commune;
- le retrait administratif d'une autorisation ou permission délivrée par la commune;
- la fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

I.2. Le « dérangement public »

5. En insérant cette notion dans la Nouvelle loi communale, le législateur a voulu étendre la compétence des communes en matière de police administrative.

Avant l'entrée en vigueur de la loi du 13 mai 1999, les communes qui souhaitaient, par exemple, fermer une discothèque en raison du trouble causé par le comportement de ses visiteurs n'avaient pas toujours la compétence pour le faire. Le Conseil d'Etat a toujours limité les possibilités d'actions locales en exigeant qu'il y ait une infraction à « l'ordre matériel » pour qu'une mesure de police puisse être valablement prise. Lorsque le comportement des visiteurs ne portait pas atteinte à la tranquillité ou à la sécurité publique, tout en provoquant une réelle gêne (consommation exagérée d'alcool, toxicomanie, trafic de stupéfiants), le Conseil d'Etat avait toujours statué qu'il s'agissait de troubles à l'ordre moral, et que les mesures de police administrative prises par le bourgmestre ne pouvaient traiter ce type de problème.

Le législateur a confirmé que la répression du dérangement public relevait bien des missions de police locale. Il n'a cependant donné aucune définition de cette notion.

Je suis d'avis qu'il convient de la distinguer des autres composantes classiques de la notion d'ordre public.

6. Le dérangement public vise des comportements matériels, essentiellement individuels, qui sont de nature à troubler le déroulement harmonieux des activités humaines et à réduire la qualité de la vie des habitants d'une commune, d'un quartier, d'une rue d'une manière qui dépasse les contraintes normales de la vie sociale.

On peut considérer les dérangements publics comme des formes légères de troubles à la tranquillité, à la sécurité, à la salubrité et à la propreté publique.

Cette notion complète le système des sanctions administratives et les nouvelles compétences reconnues au bourgmestre pour réprimer des comportements peu graves mais perçus dans la vie quotidienne comme particulièrement dérangeants (sans devoir passer par les juridictions judiciaires).

II. LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNALES.

7. Pour pouvoir mettre en œuvre la système des sanctions administratives, les communes doivent au préalable :

- Adapter leur règlement de police;
- Désigner des agents communaux pour constater les infractions;
- Désigner un fonctionnaire chargé d'infliger les sanctions administratives.

II.1. L'adaptation du règlement de police.

8. Les communes doivent définir, dans leur règlement de police les comportements qui seront sanctionnés (« petite criminalité », troubles à l'ordre public, dérangement public). Aucune infraction ne peut être réprimée par une sanction administrative si elle n'est pas prévue dans le règlement de police.

Les comportements qui constituent des troubles à l'ordre public figurent déjà dans les règlements communaux mais les communes peuvent les compléter, notamment en déterminant les comportements qui constituent des dérangements publics.

II.1.1. Le dérangement public.

9. Voici une énumération purement exemplative de comportements susceptibles de constituer un dérangement public qui pourrait faire l'objet de sanctions administratives :

- a) L'utilisation le dimanche de tondeuses à gazon électriques ou à moteur thermique et de scies.
- b) Le dépôt de sacs poubelles avant une certaine heure.
- c) Le commerce et la possession de certaines substances dangereuses comme le gaz hilarant.
- d) Les déprédations aux plantes dans les parcs et jardins publics.
- e) Le fait de laisser des animaux domestiques se baigner dans les étangs ou pièces d'eau des parcs et jardins publics ou d'y dégrader les animaux d'ornements.
- f) L'incinération de matières qui diffusent une forte odeur incommode.
- g) Le dépassement du nombre maximal de personnes autorisées dans un établissement accessible au public.
- h) Le fait d'entraver la circulation en ne tenant pas un chien en laisse.
- i) Le recouvrement des plaques de rue et des numéros de maison.
- j) Le collage d'affiches aux endroits non autorisés.
- k) La pose de câbles, d'appareils ou d'autres connexions, émanant d'une initiative privée, et sans autorisation écrite préalable.
- l) L'installation de camping-cars ou de caravanes à des endroits non aménagés à cet effet.
- m) Le fait de nourrir des animaux sauvages ou redevenus sauvages.
- n) Le dépôt de déchets provenant d'autres communes.
- o) Le dépôt d'imprimés publicitaires dans les immeubles inoccupés ou dans les boîtes aux lettres, sur lesquelles un autocollant indiquant que l'occupant ne souhaite pas recevoir de publicité, a été apposé.
- p) La vente ou l'usage de pétards ou de feux d'artifice à certaines occasions, à certaines heures ou dans certains lieux.
- q) Uriner dans les lieux publics.

II.1.2. La dépenalisation d'infractions pénales.

10. Les communes peuvent prévoir dans leur règlement toute une série d'infractions qui ont été dépenalisées. La loi du 17 juin 2004 abroge en effet les contraventions des quatre premières classes du Code pénal (Titre X du Livre II) ainsi que l'arrêté-loi du 29 décembre 1945 portant interdiction des inscriptions sur la voie publique. Certains comportements incriminés par ces dispositions sont parfois perçus par les citoyens comme très dérangeants mais sur le plan pénal il n'est souvent donné aucune suite. Pour cette raison le législateur a décidé de retirer ces infractions du droit pénal et d'en confier la répression aux communes. D'autres infractions sont devenues obsolètes et ne sont plus d'application aujourd'hui. Il appartient dorénavant à chaque commune de juger de l'opportunité d'intégrer ces infractions dans son règlement de police et le cas échéant d'en actualiser la définition.

A titre d'exemple, le tapage nocturne est une infraction dépenalisée et peut ainsi être repris dans le règlement pour autant que les autorités régionales n'aient pas exercé ici les compétences qui leurs sont dévolues par l'article 6, § 1^{er}, II, 1^o de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 (1).

Les infractions suivantes peuvent également être reprises dans le règlement, comme elles seront dépenalisées :

- Pour ceux à qui cela incombe, négliger de nettoyer les trottoirs ou les espaces publics.
- Embarrasser l'espace public en y laissant des matériaux, des échafaudages ou d'autres objets quelconques ou en y creusant des excavations.
- Jeter, exposer ou abandonner sur la voie publique des choses de nature à nuire par leur chute ou par des exhalaisons insalubres.
- Pour ceux qui les ont sous leur garde, laisser divaguer des animaux malfaisants ou féroces.
- Pour les propriétaires des chiens, avoir excité ou ne pas avoir retenu leurs chiens, lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passants, quand même il n'en serait résulté aucun mal ou dommage.
- Endommager ou détruire volontairement les propriétés mobilières d'autrui.
- Apposer des inscriptions, affiches, tracts, autocollants ou photographies à tout endroit de l'espace public sans avoir reçu l'autorisation de l'autorité compétente.

II.1.3. L'interdiction de la double incrimination.

11. Il faut souligner que le règlement ne peut viser que des comportements qui ne sont pas encore en tant que tels sanctionnés par l'application d'une autre norme.

La loi interdit la double incrimination. Lorsque le législateur fédéral ou régional a déjà prévu une sanction pour un comportement déterminé, la commune n'est alors plus compétente pour prévoir une sanction administrative pour ce même comportement ni pour l'infliger.

A cet égard, il convient de relever que c'est à tort que des règlements de police actuels de différentes communes sanctionnent des comportements déjà sanctionnés par des normes plus élevées. A l'occasion des modifications à leurs règlements de police, les communes sont invitées à y remédier ou à préciser ces comportements.

12. Rien n'empêche cependant de prévoir des sanctions administratives pour un comportement différemment qualifié. Il ne s'agirait plus alors d'un cas de double incrimination mais d'un concours d'infraction. Certains comportements peuvent constituer une infraction tant du point de vue pénal que du point de vue administratif.

II.1.4. Les infractions « mixtes ».

13. Une nouveauté de la loi du 17 juin 2004 réside dans le fait que les communes peuvent également intégrer dans leur règlement de police des infractions qui restent pénales mais qu'elles ont la possibilité de sanctionner administrativement si elles le jugent opportun. C'est une dérogation légale au principe de l'interdiction de la double incrimination.

Il s'agit des infractions visées aux articles suivants du Code pénal :

— articles 327-330 : menaces d'attentat contre les personnes ou contre les propriétés, et fausses informations relatives à des attentats graves;

— article 398 : coups et blessures volontaires;

— article 448 : injures;

— articles 461 et 463 : vol simple;

— article 526 : destruction ou dégradation des tombeaux, monuments, objets d'art;

— article 537 : destruction et dévastation d'arbres et de greffes;

— article 545 : fait de combler des fossés, couper ou arracher des haies, détruire des clôtures, déplacer ou supprimer des bornes et pieds corniers.

14. Si les communes souhaitent réprimer ces infractions, il n'est pas nécessaire qu'elles les redéfinissent dans leur règlement de police. Elles peuvent se contenter de procéder à un renvoi à ces dispositions (exemple : une amende de x euros sera due par toute personne qui commet une infraction visée à l'article y du Code pénal).

Dans les zones pluricommunales, il est fortement recommandé que les communes qui appartiennent à une même zone adoptent le même règlement de police. Cela faciliterait grandement la tâche des fonctionnaires de police compétents pour constater les infractions. Dans le cas contraire, ils devraient systématiquement examiner si une infraction est poursuivie et de quelle manière elle est poursuivie sur le territoire sur lequel ils opèrent. Une concertation préalable entre les communes concernées s'impose; le conseil de police de la zone pluricommunale peut jouer un rôle primordial à cet égard et émettre un avis en la matière.

15. L'adoption, dans les règlements de police, de dispositions similaires concernant ces infractions est conseillée pour faciliter la décision du magistrat de poursuivre ou non.

II.1.5. Choix de la sanction.

16. Les communes doivent ensuite choisir si les infractions aux règlements de police feront l'objet d'une sanction administrative ou d'une sanction pénale.

Avant l'entrée en vigueur de la loi du 13 mai 1999, ces infractions ne pouvaient être sanctionnées que pénalement. Aujourd'hui, les communes peuvent prévoir l'une ou l'autre sanction, mais elles ont l'obligation de faire un choix : elles ne peuvent prévoir à la fois une sanction administrative et une sanction pénale pour une même infraction. Si elles optent pour une sanction pénale, elles dépendent des parquets et des juridictions répressives pour son application.

Si le choix de prévoir qu'une infraction particulière sera sanctionnée par une sanction administrative ou par une sanction pénale relève de la liberté de jugement du conseil communal, il convient d'attirer l'attention sur le fait qu'une sanction administrative présente de nombreux avantages :

— la sanction peut être déterminée de manière proportionnelle aux faits commis;

— la procédure utilisée pour l'infliger est plus rapide;

— les sanctions administratives peuvent mieux correspondre à la situation de l'auteur de l'infraction : des sanctions comme la suspension ou le retrait administratif d'une autorisation, voire la fermeture d'un établissement, sont parfois plus dissuasives qu'une amende;

— la commune dispose de la maîtrise de la procédure de sanctions;

— les communes disposent d'une liberté de jugement en ce qui concerne le choix de la sanction administrative et, en cas d'amende, en ce qui concerne le montant de celle-ci.

Il est possible qu'un même règlement contienne des sanctions pénales et des sanctions administratives.

II.1.6. La détermination de la sanction administrative.

17. Lorsque la commune fait le choix d'une sanction administrative, elle doit encore déterminer quelle sanction administrative elle veut imposer.

Le conseil communal peut opter entre quatre types de sanctions administratives :

— l'amende administrative d'un maximum de 250 euros et 125 euros pour les mineurs de plus de 16 ans;

— la suspension administrative d'une autorisation ou permission délivrée par la commune;

— le retrait administratif d'une autorisation ou permission délivrée par la commune;

— la fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

Il convient de déterminer la sanction qui correspondra le mieux à un comportement ou une abstention spécifique. Il est nécessaire et souhaitable d'instituer une peine qui corresponde de près à l'infraction perpétrée.

18. Dans cette décision, il convient de tenir compte de l'organe qui sera compétent pour imposer la sanction : l'amende administrative relève du « fonctionnaire désigné », tandis que les autres sanctions sont imposées par le collège des bourgmestre et échevins.

Il s'ensuit qu'il faut éviter de sanctionner une même infraction par différents types de sanctions administratives. De cette manière, l'infraction commise déterminera l'autorité compétente pour infliger la sanction. Par contre, le même comportement peut donner lieu à des sanctions différentes en cas de récidive.

Exemple : la commune délivre à l'association de jeunesse locale une autorisation pour organiser une activité sur la voie publique. Il s'agit d'un événement se déroulant tous les lundis. Quand il est établi que les organisateurs ne se tiennent pas aux conditions qui furent établies, la commune peut tout d'abord infliger une amende administrative. En cas de deuxième infraction, elle peut alors décider de retirer l'autorisation, pour autant que le contrevenant ait été avisé préalablement.

19. Une autre nouveauté de la loi du 17 juin 2004 réside dans la possibilité d'infliger une sanction administrative à des mineurs de plus de 16 ans. Dans ce cas, le montant maximum de l'amende est 125 euros. Il s'agit par conséquent d'une dérogation aux règles du droit commun, qui stipulent que seule une mesure de garde, de préservation et d'éducation peut être infligée à des mineurs d'âge jusque 18 ans, comme déterminé à l'article 37, § 1^{er} de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

II.2. Le constat de l'infraction.

20. La loi du 13 mai 1999 prévoyait que seuls les fonctionnaires de police ou agents auxiliaires de police pouvaient constater les infractions aux règlements.

La loi du 17 juin 2004 élargit la catégorie des personnes compétentes pour constater ces infractions. Il faut cependant distinguer entre les infractions qui ne peuvent faire l'objet que d'une sanction administrative et des autres infractions.

Les premières, les infractions uniquement sanctionnables administrativement, peuvent être constatées :

- Par les fonctionnaires ou agents auxiliaires de police par procès-verbal.
- Par des agents communaux et par des agents des sociétés de transport en commun dans un constat.

21. Il faut signaler que les agents de gardiennage, désignés pour cela par le conseil communal, peuvent déclarer auprès d'un fonctionnaire ou auxiliaire de police certaines infractions. Ces déclarations doivent se rapporter « exclusivement à la situation immédiatement perceptible de biens se trouvant sur le domaine public ». La loi du 17 juin 2004, telle que publiée le 23 juillet 2004, mentionne à tort les activités visées à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage. Il s'agit en réalité des activités visées à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o de la loi du 10 avril 1990 dont l'intitulé est : « loi réglementant la sécurité privée ». Un erratum sera publié.

Les agents de gardiennage ne peuvent pas procéder à des constatations et leur déclaration a la même valeur que celle de tout citoyen témoin d'une infraction quelconque, mais ils peuvent remplir une mission de surveillance pour la commune.

Pour la constatation des infractions qui ne sont pas uniquement sanctionnables administrativement, seuls les fonctionnaires et auxiliaires de police sont compétents. Il s'agit des infractions dites « mixtes » (infractions non dépenalisées mais qui peuvent faire l'objet d'une sanction administrative) et des infractions qui sont sanctionnées pénalement.

II.2.1. Conditions à remplir par les agents communaux.

22. En ce qui concerne les agents communaux, la loi prévoit qu'ils doivent être désignés par la commune et répondre à des conditions minimales fixées par le Roi en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence.

L'arrêté royal fixant les conditions minimales que doivent remplir les agents communaux chargés de constater les infractions aux règlements de police, prévoit que les agents communaux doivent :

- Etre âgés d'au moins 18 ans.
- N'avoir subi aucune condamnation pénale.
- Disposer au moins :
 1. soit d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur;
 2. soit d'un certificat d'enseignement secondaire inférieur et d'une expérience utile pour l'exercice de la fonction de cinq ans au service d'une commune.
- Avoir suivi une formation de 40 heures durant une période de dix jours au maximum; cette formation comprendra quatre volets :

1. La législation de base concernant les sanctions administratives communales avec une attention particulière pour les obligations du constatant, ses compétences et responsabilités, ainsi que les droits et devoirs des citoyens dans les lieux accessibles au public et les cas de flagrant délit.

2. La gestion de conflits.
3. La constatation des infractions et la rédaction de constats.
4. Les bases du fonctionnement des services de police.

La formation sera dispensée par les organismes agréés pour la formation des auxiliaires de police.

23. Enfin, en ce qui concerne les agents des sociétés de transport en commun la loi prévoit qu'ils doivent appartenir à une des catégories déterminées par le Roi. A ce jour, l'arrêté royal fixant ces catégories n'a pas encore été adopté.

II.2.2. Caractéristiques du constat.

24. Le procès-verbal est un élément déterminant dans le traitement du dossier. Il doit être clair, précis et complet, d'autant plus que lors de la communication du dossier, une copie est transmise par le fonctionnaire désigné à la personne qui en fait l'objet. C'est sur base du procès-verbal que le fonctionnaire désigné devra pouvoir infliger sa sanction. L'établissement de celui-ci doit dès lors faire l'objet de toute l'attention nécessaire.

25. Le procès-verbal doit comporter les éléments suivants :

- Les nom, prénom, grade, corps et signature de l'auteur du procès-verbal.
- Les jour, date, lieu et heure de la survenance du fait et de la constatation du fait.
- La description correcte du fait constaté.
- La détermination du règlement communal auquel le comportement constaté a enfreint.
- Les nom, prénom, adresse légale, éventuellement le lieu de résidence du fait, date et lieu de naissance de la personne qui fait l'objet du procès-verbal.
- Les éventuelles remarques formulées à la police par le contrevenant ou la déposition qu'il a éventuellement faite, avec mention de la langue utilisée.
- L'adresse administrative du fonctionnaire désigné pour prendre connaissance de l'affaire.
- L'adresse des parents ou de l'un d'entre eux ou celle du tuteur lorsque le contrevenant est un mineur d'âge.

Si les données du procès-verbal sont insuffisantes, le fonctionnaire désigné peut inviter les services de polices à compléter, le cas échéant après une enquête complémentaire, le dossier avec les données requises.

Les constatations des agents communaux et des agents des sociétés de transport en commun doivent remplir les mêmes conditions de clarté et de précision, et être aussi complètes que le procès-verbal.

Un modèle de procès-verbal est joint en annexe de la présente circulaire.

Pour être complet, je tiens à souligner que la loi ne confère aucune force probante particulière aux procès-verbaux, ce qui signifie qu'ils ont valeur de simple renseignement.

II.3. La procédure d'imposition de la sanction administrative;

II.3.1. La procédure suivie pour les amendes.

26. La commune doit désigner le fonctionnaire compétent pour imposer les amendes administratives.

Le fonctionnaire est désigné par le conseil communal. (Article 1^{er} de l'arrêté royal du 7 janvier 2001 fixant les modalités de la procédure de perception et de la désignation du fonctionnaire aux termes de la loi du 13 mai 1999 relative aux sanctions administratives dans les communes, *Moniteur belge* du 2 février 2001).

La loi prévoit qu'il ne peut être le même que celui qui constate l'infraction. Les fonctionnaires et auxiliaires de police étant compétents pour constater les infractions, il est dès lors exclu qu'un membre du corps de la police locale soit désigné à cette fonction.

L'arrêté royal du 7 janvier 2001 prévoit que le receveur communal ne peut être désigné à cette fonction ce qui paraît évident dans la mesure où le produit des amendes administratives est versé au budget communal.

27. Lorsque, au sein d'une administration communale, ni le secrétaire communal, ni un autre fonctionnaire communal d'un niveau pour lequel un diplôme universitaire de deuxième cycle ou un diplôme équivalent est exigé ne sont disponibles, le conseil communal peut demander au conseil provincial de mettre un fonctionnaire à disposition. En ce qui concerne les modalités de son embauche et de l'indemnité qui lui sera versée, un accord préalable doit être conclu entre la commune et la province. Si plusieurs communes sont confrontées au même problème, elles peuvent faire une demande commune à la province pour désigner un fonctionnaire.

Transmission du procès-verbal ou du constat.

28. La loi prévoit que lorsque l'infraction n'est passible que d'une sanction administrative, le constat est envoyé au fonctionnaire chargé d'infliger l'amende. Aucun délai n'est prévu pour cette transmission mais dans la mesure où l'amende doit être infligée dans le délai de six mois à compter de la commission des faits et où le dispositif a pour but de sanctionner rapidement les contrevenants, il est souhaitable que le constat soit transmis au fonctionnaire dans les plus brefs délais.

29. Lorsque le fait est susceptible de constituer à la fois une infraction pénale et une infraction administrative (cas du concours d'infraction), il faudra veiller à respecter le principe « non bis in idem » c'est-à-dire éviter que deux sanctions soient imposées pour un même fait. Dans ce cas, la procédure pénale a la priorité sur la procédure administrative et l'original du procès-verbal doit être transmis au procureur du Roi dans les quinze jours de la constatation du fait. Une copie est transmise au fonctionnaire chargé d'infliger l'amende.

Même si l'article 119bis n'en fait pas état, il convient de laisser au procureur du Roi un délai d'un mois pour indiquer au fonctionnaire qu'une information ou une instruction a été ouverte ou que des poursuites ont été entamées. Si le procureur du Roi n'a pas répondu au terme de ce délai, une sanction administrative peut être infligée. Il s'agit là d'un délai de forclusion. Ce qui signifie que le parquet ne peut plus entamer de poursuites après l'expiration de ce délai.

Pour les infractions mixtes, la loi prévoit une articulation particulière entre le procureur du Roi et le fonctionnaire chargé d'infliger l'amende (119bis, § 8).

30. Pour les infractions les plus graves (menaces d'attentat, coups et blessures volontaires, injures et vol simple) le fonctionnaire ne peut infliger une amende que si le procureur du Roi l'a informé dans un délai de deux mois qu'il ne réserverait pas de suite et qu'il trouvait qu'une amende était opportune.

Si le procureur du Roi n'a pas répondu dans le délai, l'infraction ne peut plus faire l'objet que d'un traitement pénal et aucune amende administrative ne peut être infligée.

31. Pour les infractions mixtes les moins graves (destruction ou dégradation de tombeaux, monuments, objets d'art, destruction d'arbres, ...), le fonctionnaire peut infliger une amende à l'échéance du délai d'un mois qui suit la réception du procès-verbal sauf si dans ce délai, le procureur du Roi l'a informé qu'une information ou une instruction a été ouverte, que des poursuites ont été entamées ou qu'il classe le dossier à défaut de charges suffisantes.

Si le procureur du Roi ne répond pas dans le délai, l'infraction ne peut plus faire l'objet que d'un traitement administratif.

Préalablement à l'entrée en vigueur des règlements et ordonnances de police, une concertation avec les services du procureur du Roi du ressort dont dépend la commune est recommandée, afin de conclure les accords nécessaires lorsque des amendes administratives peuvent être imposées pour des infractions aux articles du Code pénal.

Le Ministère public dispose d'un délai d'un ou de deux mois pour faire connaître (ou non) sa réaction et aucune sanction administrative ne peut être infligée avant l'expiration de ce délai, mais rien n'empêche le fonctionnaire chargé d'infliger l'amende de lancer la procédure afin que le délai de quinze jours, dans lequel le contrevenant peut faire valoir ses moyens de défense, puisse prendre cours. Dans l'éventualité où le Ministère public ferait savoir qu'il se saisit de l'affaire, il suffit simplement d'arrêter la procédure administrative.

32. Le fonctionnaire désigné entame la procédure par courrier recommandé à la poste; un modèle est joint en annexe. Le délai de quinze jours pour la transmission des moyens de défense commence à courir le jour de l'envoi du recommandé. Le courrier doit contenir les mentions prévues à l'article 119*bis*, § 9, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, et une copie du procès-verbal doit être jointe au courrier sous peine de nullité de la procédure. « L'erreur » peut cependant être rectifiée dans le délai de 6 mois. Au-delà de ce délai, aucune sanction ne peut plus être infligée. En effet, la loi ne prévoit aucune cause de suspension du délai de prescription.

33. Dans le cadre des sanctions administratives, le conseil communal a la faculté de prévoir une procédure de médiation. Pour les mineurs de plus de 16 ans, cette procédure est obligatoire. Il s'agit d'une nouvelle procédure de médiation en soi qui n'a aucun rapport avec la médiation déjà existante en matière pénale.

Comme le précise l'article 119*ter*, la médiation a pour seul objet de permettre à l'auteur de l'infraction d'indemniser ou de réparer le dommage qu'il a provoqué. Si l'indemnisation ou la réparation du dommage intervient, le fonctionnaire peut alors envisager d'infliger une amende moins élevée ou de ne pas sanctionner du tout.

La loi ne donne aucune indication sur les modalités de mise en œuvre de la médiation. A titre de preuve, elle devra au moins faire l'objet d'un écrit. Pour le reste, les communes sont libres d'inclure les étapes de la procédure dans leur règlement. Rien ne s'oppose à ce que la procédure de médiation soit menée par une autre personne ou instance que le fonctionnaire spécifique qui a été désigné pour infliger l'amende administrative.

Pour l'application de la procédure de médiation, il faut garder à l'esprit que le délai de prescription pour infliger l'amende est relativement court. Cette procédure ne peut pas avoir pour effet de permettre à l'auteur d'échapper à l'amende administrative. Pour gagner du temps, il me semble indiqué d'inclure la procédure de médiation dans le courrier relatif au lancement de la procédure administrative. Le fonctionnaire pourrait demander que, dans un délai de 15 jours, le contrevenant apporte par exemple la preuve que les dommages provoqués ont été réparés ou qu'il transmette ses moyens de défense.

Les communes ne sont donc pas obligées de prévoir cette procédure si l'auteur du fait est majeur; elles peuvent également décider de ne l'appliquer que pour certaines infractions.

Moyens de défense du contrevenant.

34. Dans un délai de quinze jours, le contrevenant peut faire valoir par écrit les moyens de défense qu'il désire utiliser. Si le montant de l'amende dépasse 60 euros, le contrevenant peut demander une présentation orale de sa défense; le fonctionnaire est tenu de l'entendre et doit préciser la date à laquelle il le convoque. Il serait souhaitable que cette audition ait lieu dans les quinze jours. Il importe également que la décision soit prise aussi rapidement que possible. L'objectif visé par la loi est que le délai compris entre l'infraction et la sanction soit aussi bref que possible, ce qui accroît l'efficacité de la peine. Cela exige toutefois du fonctionnaire désigné qu'il prenne une décision rapidement.

En l'absence de défense orale - par exemple parce que l'amende envisagée par le fonctionnaire désigné est inférieure à 60 euros. - le contrevenant jouit de toute façon des droits de la défense tels qu'énoncés au § 9 de l'article 119*bis*.

35. Lorsque la procédure administrative concerne un mineur de plus de 16 ans, il doit obligatoirement être assisté d'un avocat. Le bâtonnier de l'ordre des avocats doit en être avisé. Une copie de l'avis informant le bâtonnier est jointe au dossier de procédure.

La nouvelle loi précise que le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique procède à la désignation d'un avocat, au plus tard dans les deux jours ouvrables à compter de cet avis; par ailleurs, lorsqu'il y a conflit d'intérêts, le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique veille à ce que l'intéressé soit assisté par un avocat autre que celui auquel ont fait appel ses père et mère, tuteur ou personnes qui en ont la garde ou qui sont investies d'un droit d'action.

Il y a lieu de signaler que, dans le texte néerlandais, il est question de « strafbaar feit », tandis que la version française parle d'« infraction »; selon moi, il ne peut y avoir de malentendu sur le fait que l'assistance obligatoire d'un avocat est obligatoire tant dans le cas d'infractions mixtes que dans celui d'infractions purement administratives. Un traitement différent des mineurs en fonction de la nature des infractions commises serait en effet injustifiable.

Décision du fonctionnaire.

36. Le fonctionnaire désigné (souvent appelé « fonctionnaire sanctionnateur ») doit, en fixant le montant de l'amende, tenir compte du principe de proportionnalité. La sanction doit en effet être imposée en relation avec les suites causées par le dérangement. Lorsque différents faits donnant lieu à une seule infraction sont perpétrés, on ne peut infliger qu'une seule amende. En cas de récidive, le montant de la peine peut être adapté mais ne peut dépasser 250 euros.

L'amende qui est infligée par le fonctionnaire désigné doit correspondre à l'infraction qui a été commise. Quand il s'agit d'une infraction très légère, il est recommandé de ne pas appliquer la sanction maximale. Dans ce cas, la sanction sert uniquement à indiquer au contrevenant qu'il a commis une faute et qu'un tel comportement n'est plus souhaitable dans le futur. Quand ledit comportement se répète, la sanction doit alors être adaptée (augmentée).

Un modèle de décision figure en annexe de la présente circulaire.

Notification de l'amende administrative.

37. Le fonctionnaire désigné informe l'intéressé de la décision par courrier recommandé qui, conformément à l'article 109 de la nouvelle loi communale, doit être signé par le bourgmestre et contresigné par le secrétaire communal.

A la notification de la décision est joint un formulaire de transfert ou de virement que l'intéressé pourra utiliser tout en informant l'intéressé que l'amende administrative peut également être payée entre les mains du receveur communal.

La décision est exécutable après écoulement d'un délai d'un mois à partir de sa notification à l'intéressé, à moins que celui-ci n'ait interjeté appel auprès du tribunal de police.

Appel.

38. L'article 601*ter* nouveau, inséré par la loi du 13 mai 1999 dans le Code judiciaire, confère exclusivement aux tribunaux de police la compétence pour prendre connaissance de l'appel interjeté contre l'amende administrative infligée par le fonctionnaire désigné. La décision du juge de police est une décision de dernière instance. Les voies de recours extraordinaires, comme le pourvoi en cassation, sont toutefois envisageables.

L'appel peut être interjeté par l'intéressé quand il n'est pas d'accord avec la sanction imposée.

La commune ne peut interjeter appel que lorsque le fonctionnaire qui est apte à sanctionner est un fonctionnaire provincial et seulement si celui-ci n'a infligé aucune sanction.

La procédure d'appel qui doit être suivie est la procédure ordinaire devant le tribunal de police. Le juge de police estime la légalité et la proportionnalité de l'amende infligée. L'appel doit être interjeté par une requête dans un délai d'un mois suivant la notification. Les dispositions ordinaires du Code judiciaire en matière de délai sont d'application. La procédure d'appel suspend la force exécutoire de la décision.

La loi est muette sur le point de savoir s'il s'agit de la procédure pénale ou de la procédure civile devant le tribunal de police. Il faut penser, à l'instar d'autres mécanismes d'appels en matière de sanction administrative, qu'il s'agit de la procédure civile.

Si le juge de police confirme la peine, les frais de l'appel sont à charge de la personne jugée.

39. Pour les mineurs, l'appel de la décision d'imposer une amende administrative doit être interjeté par une requête gratuite auprès du juge de la jeunesse dans le cadre d'un débat ouvert permettant encore de remplacer la sanction par une mesure de garde, de préservation ou d'éducation.

II.3.2. La procédure suivie pour les autres sanctions administratives imposées par le Collège des bourgmestre et échevins.

40. La loi offre la possibilité d'infliger d'autres sanctions administratives qui auront été prévues dans le règlement communal. Il s'agit des sanctions suivantes :

- la suspension administrative d'une autorisation ou permission délivrée par la commune;
- le retrait administratif d'une autorisation ou permission délivrée par la commune;
- la fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

Cette énumération est restrictive. Aucune autre sanction administrative n'est possible.

Lorsque l'autorité communale délivre une autorisation, par exemple pour l'exploitation d'une terrasse sur la voie publique, le Collège des bourgmestre et échevins peut retirer l'autorisation comme sanction administrative si des infractions sont constatées. Un lien clair doit être établi entre l'infraction constatée et la sanction subséquente.

Transmission du procès-verbal ou du constat.

41. L'original du P.V. doit être transmis au Collège des bourgmestre et Echevins chargé d'infliger l'amende. L'article 123, 12° et l'article 119bis, § 2 de la nouvelle loi communale désignent en effet le Collège des bourgmestre et échevins comme organe compétent pour infliger le retrait ou la suspension administrative d'une autorisation ou d'une permission et la fermeture administrative d'un établissement.

Décision et exécution

42. L'article 119bis, § 4 prévoit que ces sanctions administratives doivent être précédées d'un avertissement qu'une infraction a été constatée et qu'une sanction sera imposée lors de la prochaine infraction ou si elle perdure. Cet avertissement doit comporter un extrait du règlement ou de l'ordonnance communale à laquelle il a été contrevenu.

Lors de l'imposition de la sanction, le Collège doit tenir compte du principe de proportionnalité. La sanction est infligée en relation avec la gravité du dérangement causé. Lorsque différents faits donnant lieu à une seule infraction sont perpétrés, on ne peut infliger qu'une seule sanction. En cas de récidive, la nature ou la durée de la sanction peut être adaptée.

Conformément à l'article 109 de la nouvelle loi communale, le courrier notifiant la sanction doit être signé par le bourgmestre et contresigné par le secrétaire communal. Il est recommandé de notifier la sanction par envoi recommandé.

Moyens de défense et recours.

43. La loi du 13 mai 1999 n'a pas organisé la manière dont les droits de la défense du contrevenant peuvent s'exercer. Il serait inexact d'en conclure que le Collège est habilité à prendre une sanction administrative sans garantir à l'intéressé les garanties reconnues par les traités internationaux auxquels la Belgique a adhéré.

Je recommande donc aux administrations communales d'appliquer mutatis mutandis les prescriptions prévues à l'article 119bis, § 9 (pour les amendes).

La loi n'a pas non plus prévu de voies de recours spécifiques. Les recours s'exerceront donc devant le Conseil d'Etat sur base du droit administratif général.

III. NOUVELLES MESURES EXECUTOIRES DE POLICE PAR LE BOURGMESTRE.

44. J'attire votre attention sur le fait qu'il s'agit de mesures exécutoires de police administrative au sens de l'article 3, 1°, de la loi sur la fonction de police, et non de sanctions administratives. Les mesures exécutoires ne sont pas soumises aux mêmes conditions que les sanctions administratives.

La loi a prévu deux mesures exécutoires particulières qui ont des finalités différentes :

— L'article 134ter nouveau confère au bourgmestre la compétence de prendre une mesure de police de fermeture provisoire d'un établissement ou de suspension temporaire d'une autorisation. Il s'agit d'une procédure urgente motivée par le non respect par l'exploitant des conditions d'exploitation et non par des troubles de l'ordre public.

— L'article 134quater nouveau confère au bourgmestre la compétence de prendre une mesure de police de fermeture provisoire d'un établissement lorsque l'ordre public est troublé à l'extérieur d'un établissement accessible au public par des comportements survenant à l'intérieur de l'établissement.

III.1. Règles communes aux 2 procédures.

45. La décision est prise par le bourgmestre et doit être confirmée par le collège des bourgmestre et échevins « à la première réunion suivante », à savoir à la première réunion qui suit la décision. A défaut, la mesure cesse de porter ses effets.

La mesure est de nature provisoire. Même si elle a été confirmée par le Collège, elle ne peut excéder un délai de trois mois et est « levée de droit » à l'issue de ce délai. Elle ne peut donc pas être prolongée par le bourgmestre ou le Collège pour les mêmes faits. Une mesure définitive ne constitue en effet pas une mesure exécutoire, mais une sanction, et les sanctions administratives doivent être prises conformément aux règles exposées au point II.

Il convient de rappeler ici aussi que, même dans le cas de mesures exécutoires, la jurisprudence du Conseil d'Etat exige de rencontrer le principe de proportionnalité entre la mesure prise et la situation constatée. Ce sera particulièrement le cas pour ce qui concerne la durée de la mesure de fermeture.

La loi ne prévoit pas de formalités concernant la décision, mais il me semble qu'elle devra être écrite et signée par le bourgmestre et notifiée à l'intéressé soit par une remise en mains propres, soit par courrier recommandé.

III.2. L'article 134ter : fermeture provisoire d'un établissement ou suspension temporaire d'une autorisation lorsque les conditions d'exploitation de l'établissement ou de la permission ne sont pas respectées

46. Cette mesure est soumise aux conditions suivantes :

— L'extrême urgence :

Cet article s'applique « si le moindre retard est susceptible d'entraîner un préjudice grave ». On pourrait la comparer à une procédure en référé.

— Absence de compétence d'extrême urgence d'une autre autorité :

L'article 134ter exclut l'intervention du bourgmestre dans les cas où « la compétence de prendre ces mesures, en cas d'extrême urgence, a été confiée à une autre autorité par une réglementation particulière ».

Cette phrase vise bien l'ensemble de la disposition. Elle s'explique par le fait que le législateur a voulu ouvrir ce droit, même lorsque l'établissement est exploité sans devoir obtenir d'autorisation communale ou sur base d'une autorisation délivrée par une autre instance.

Il faut en conclure que la compétence d'intervention du bourgmestre n'est exclue que si une réglementation particulière a constitué une procédure d'extrême urgence de fermeture provisoire ou de suspension temporaire. Par exemple, dans le cadre de la réglementation relative à l'environnement, de telles procédures d'extrême urgence sont prévues et confiées au bourgmestre ou à d'autres instances que la commune.

47. Procédure :

La loi ne mentionne pas la procédure que le bourgmestre doit suivre pour prendre sa mesure d'ordre. Il devra par conséquent s'en tenir aux principes généraux d'administration qui, sur ce point, ont fait l'objet de nombreuses décisions du Conseil d'Etat. Le bourgmestre doit appliquer les principes de bonne administration.

L'article 134ter ouvre le droit pour l'exploitant de l'établissement d'avancer ses moyens de défense avant que la décision ne soit prise, mais la loi n'a rien prévu sur la manière dont ces droits sont exercés.

Je recommande cependant :

- que l'intéressé soit informé, soit par remise en mains propres, soit par courrier recommandé de la constatation faite par un agent communal (l'intervention d'un membre de la police locale n'est pas nécessaire) que les conditions d'exploitation ou de la permission ne sont pas respectées;

- que l'intéressé reçoive copie du dossier ou ait la possibilité de le consulter auprès de l'administration communale;

- que l'intéressé ait la possibilité, selon le mode fixé par la commune (verbalement ou par écrit) de faire valoir ses moyens de défense.

48. Décision :

La décision du bourgmestre ne peut porter que sur une fermeture provisoire d'un établissement ou sur une suspension temporaire d'une autorisation. Une décision de retrait - par définition définitive - n'est pas prévue par cette disposition.

Elle devra bien sûr comprendre le fait qu'il a été constaté le non respect par l'exploitant des conditions d'exploitation de l'établissement ou de la permission qui ont été fixées, être motivée et indiquer les motifs d'urgence pour lesquels il a recouru à la procédure d'extrême urgence.

III.3. L'article 134quater : fermeture d'un établissement pour raison d'ordre public.

49. Outre les règles communes, cette mesure est soumise aux conditions spécifiques suivantes :

— Circonstances :

L'article 134quater vise une situation de troubles de l'ordre public. On ne se situe donc plus dans la seule perspective du dérangement public mais dans une perspective plus large d'un trouble de l'ordre public, qui constitue la situation de base en matière de police administrative générale.

Le trouble de l'ordre public doit répondre aux caractéristiques suivantes :

a) il s'agit d'un trouble de type matériel, et non moral;

b) le trouble peut porter sur les différentes composantes de l'ordre public, à savoir la tranquillité, la sécurité, la salubrité, la propreté et le dérangement public;

c) le trouble apparaît autour de l'établissement, sur la voie publique;

d) il s'agit d'un établissement accessible au public;

e) le trouble extérieur est causé par des comportements survenant dans l'établissement.

Cette disposition ne s'applique pas si les troubles sont sans rapport avec des comportements survenant dans l'établissement, par exemple le bruit causé par les particuliers qui entrent ou sortent de l'établissement, ou si les troubles restent confinés à l'intérieur de l'établissement : il faut établir une causalité entre le comportement dans l'établissement et le trouble autour de l'établissement.

50. Dans les autres hypothèses, la commune devra recourir à d'autres outils juridiques.

Le fait d'invoquer l'article 134quater ne renvoie pas à l'article 133 de la nouvelle loi communale. L'article 134quater a été rajouté pour donner au bourgmestre une possibilité supplémentaire d'intervenir contre une forme de trouble de l'ordre public qu'il ne peut appréhender de front sur base de ses compétences de police, notamment quand un trouble de l'ordre public est constaté autour d'un établissement du fait des activités se déroulant à l'intérieur de celui-ci, et ce nonobstant le fait de savoir si ces activités sont licites ou non. Il est donc primordial de mentionner clairement dans la motivation sur quel article on s'est basé. Le bourgmestre ne peut éviter les règles contraignants de l'article 134quater en fondant prétendument sa décision sur l'article 133, deuxième alinéa.

51. Procédure :

La loi ne mentionne pas la procédure que le bourgmestre doit suivre pour prendre sa mesure d'ordre. Il me semble évident que le bourgmestre sera saisi par un rapport établi par un service de police ou par un autre service, s'agissant de constater des troubles de l'ordre public.

L'article 134^{quater}, à l'inverse de l'art. 134^{ter}, n'ouvre pas le droit pour l'exploitant de l'établissement d'avancer ses moyens de défense. Cependant, bien que les troubles qui justifient la mesure soient liés au comportement de tiers et non à celui de l'exploitant, les principes de bonne administration auxquels le Conseil d'Etat fait constamment référence exigent que l'autorité ait pris connaissance des observations de l'exploitant de l'établissement dont les activités feront l'objet d'une décision de fermeture provisoire, avant de prononcer cette mesure.

Il s'ensuit que - sauf cas d'extrême urgence qui ne le permettraient en pas, mais qui resteront limités à une fermeture de quelques heures - je recommande que le bourgmestre donne à l'intéressé le droit de lui faire connaître ses arguments, soit par écrit, soit oralement devant le bourgmestre ou le fonctionnaire qu'il aura délégué à cet effet.

52. Décision :

La décision du bourgmestre ne peut porter que sur une fermeture provisoire d'un établissement. Elle devra bien sûr être correctement motivée eu égard aux circonstances. Il doit y avoir un lien de causalité entre le comportement par ex. des personnes qui fréquentent le café et la nuisance. Ce lien de causalité doit ressortir clairement de la motivation. La motivation doit être élaborée sur base d'un dossier bien fondé concernant les plaintes contre la nuisance.

La durée devra être proportionnée aux troubles causés. Il n'est pas évident que le bourgmestre prenne immédiatement une décision pour un délai de trois mois. Dans un arrêt du Conseil d'Etat du 16 septembre 1999 (affaire A. 86.645/XII-2211), l'imposition de la durée de fermeture maximale a été considérée comme manifestation disproportionnée.

IV. OBSERVATIONS PARTICULIERES.

53. Afin de donner aux communes le temps nécessaire pour procéder aux adaptations nécessaires pour l'application du dispositif, l'entrée en vigueur de la loi du 17 juin 2004 a été fixée au 1^{er} avril 2005. Dans la pratique, cela signifie qu'il ne sera plus possible, à la date susmentionnée, de réprimer pénalement les infractions dépenalisées.

La présente circulaire abroge et remplace la circulaire OOP 30 du 2 mai 2001 relative à l'exécution de la loi du 13 mai 1999 relative aux sanctions administratives dans les communes.

V. ANNEXES.

- Modèle de procès-verbal;
- Modèle de lettre de lancement de la procédure administrative (avec procédure de médiation);
- Modèle de décision relative à l'amende administrative infligée;
- Modèle de notification au bâtonnier en ce qui concerne le lancement d'une procédure administrative à l'encontre d'un mineur d'âge.

Puis-je vous demander, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, de bien vouloir transmettre la présente circulaire à Mesdames et Messieurs les bourgmestres et commissaires d'arrondissement de votre province.

Le Ministre de l'Intérieur,

P. DEWAELE

Le Ministre chargé de la Politique des grandes villes

C. DUPONT

Notes

(1) L'article 561 du Code pénal est très général et avait au fil du temps donné lieu à une interprétation jurisprudentielle qui requérait la réunion de plusieurs éléments constitutifs de l'infraction, à savoir un acte intentionnel ou une négligence coupable et l'émission de bruits qui soient de nature à troubler la tranquillité des habitants. Le tapage était en outre qualifié de nocturne dès lors qu'il avait lieu entre le coucher et le lever du soleil. Il appartient dorénavant aux communes de déterminer à ce sujet ce qu'elles entendent réprimer en fonction des plaintes et des besoins de leurs habitants. Une définition plus précise du bruit ou tapage nocturne que ce que prévoyait le Code pénal s'impose certainement et la sanction sera d'autant plus facile à appliquer que les éléments constitutifs de l'infraction sont précisées. Je pense par exemple à la précision des heures nocturnes durant lesquelles la tranquillité doit être assurée, à l'énumération (limitative ou non) des bruits, à la précision de leur intensité.

Ville/ Commune X adresse	PRO JUSTITIA	
	Constat initial n° XXX du XX/XX/XXXX.	
Rédigé: - d'office	OBJET DU CONSTAT: CONSTATATIONS / INFORMATIONS (indiquer ce qui correspond)	
Transmis à: fonctionnaire chargé d'infliger la sanction administrative	A CHARGE DE : Identité du contrevenant	Entendu: Oui/non
	INFRACTION A: Désignation du/des article(s) du règlement ou de l'ordonnance qui a été enfreint(e)	
		Case réservée au Parquet ou au fonctionnaire chargé d'infliger l'amende administrative
	Annexes:	

VILLE/COMMUNE X
adresse

Première page du constat n° XX
du XX/XX/XXXX



Le (date) :

Je, soussigné XXX, fonction, fonctionnaire/agent assermenté, appartenant à la ville/commune X – résidant à (adresse commune) et désigné en vertu de la décision du conseil communal du pour procéder à des constatations en application de l'article 119bis de la Nouvelle Loi communale, ai constaté ce qui suit:

CONSTATATIONS

Est ici fournie une description de l'infraction constatée, avec mention de l'article en question du règlement ou de l'ordonnance qui a été enfreint(e).

Outre la désignation du lieu, de la date et de l'heure, l'infraction doit être décrite de manière aussi complète que possible étant donné que ce qui figure dans la rubrique « constatations » constituera la base d'une éventuelle procédure administrative ultérieure.

INFORMATIONS

Ci-après peuvent être fournies des informations spécifiques qui n'ont pas directement trait aux constatations faites, mais apportent des informations annexes...

VILLE/COMMUNE X
adresse

Deuxième page du constat n° XXX
du XX/XX/XXXX

Etabli le (date) à XXX h.

Dont acte,

Nom et signature du constatant

ANNEXE 2 : courrier de lancement de la procédure administrative (avec procédure de médiation)

RECOMMANDE

Madame, Monsieur,

Le (date), mes services ont reçu le procès-verbal/constat portant le numéro XXX du XX.XX.XXXX, dressé par le fonctionnaire/l'agent assermenté X.

Dans ce procès-verbal/constat, l'infraction suivante a été constatée :

(description de l'infraction)

Ces faits constituent une infraction à l'article XXX du règlement ou de l'ordonnance communal du XXX (date et titre) et peuvent faire l'objet d'une amende administrative d'un montant maximum de 250 euros.

Vous avez la possibilité d'exposer vos moyens de défense par écrit, par lettre recommandée à la poste, dans les quinze jours à compter de la date de notification de cette lettre recommandée. A cette occasion, vous pouvez demander une défense orale de votre cas.

Vous pouvez adresser votre courrier à :

Nom et adresse de l'agent traitant

Vous pouvez vous faire assister par un avocat. Vous et votre avocat avez le droit de consulter votre dossier.

Vous trouverez en annexe une copie du procès-verbal/constat.

(Dans le cas de mineurs d'âge) Parallèlement à ce courrier, une lettre a été envoyée au bâtonnier de l'ordre des avocats. Si vous ne disposez pas d'un avocat, le bâtonnier en mettra un à votre disposition et ce, pour toute la durée de la procédure.

(Facultatif sauf dans le cas de mineurs d'âge) Dans le cadre de la procédure de médiation préalable (obligatoire) prévue à l'article 119ter de la nouvelle loi communale, je vous invite à me fournir également par écrit, dans un délai de 15 jours, la preuve que les dommages causés ont été indemnisés ou réparés.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Nom et signature de l'agent traitant

ANNEXE 3 : modèle de décision

DECISION

Vu l'article 119bis de la nouvelle loi communale, introduit par la loi du 13 mai 1999 et modifié par la loi du 7 mai 2004 en 17 juin 2004 ;

Vu le règlement/l'ordonnance communal du (date et titre) ;

Vu le procès-verbal/constat portant le numéro XXX du XX/XX/XXX, par lequel il a été constaté que (identité du contrevenant) (description de l'infraction) le (date) ;

Considérant que l'infraction susmentionnée entre dans le champ d'application de l'article X du règlement ou de l'ordonnance communal du (date et titre);

(Facultatif) Considérant que le Procureur du Roi a fait savoir par écrit, le , qu'il trouve opportun d'infliger une amende administrative et qu'il ne réservera lui-même pas de suite aux faits / qu'une information ou une instruction a été ouverte, que des poursuites ont été entamées ou que le dossier a été classé à défaut de charges suffisantes / que le Procureur du Roi n'a pas rendu d'avis dans le délai légal ;

Considérant que la possibilité a été donnée à X , par lettre recommandée, de présenter des moyens de défense; (facultatif sauf dans le cas de mineurs d'âge) qu'une procédure de médiation préalable a en même temps été proposée à X ;

Considérant que la procédure de médiation préalable a/n'a pas reçu de suite favorable, de sorte qu'il n'y a plus lieu d'infliger une amende administrative / de sorte qu'on puisse en tenir compte lors de l'estimation de l'amende administrative ;

Considérant que X/Maître X, en sa qualité de conseil de , par le courrier du XX/XX/XXXX, a introduit des moyens de défense (et a en même temps demandé une défense orale de l'affaire) ;

Considérant que la matérialité de l'infraction ressort du procès-verbal/constat, dans lequel ... ;

Motivation

Considérant que la défense introduite n'est par conséquent pas de nature à réfuter les faits constatés ; que l'infraction semble donc prouvée ;

Considérant que, sur la base de la défense introduite, des doutes persistent au sujet des constatations effectuées; que les doutes doivent profiter au verbalisé afin qu'il n' y ait pas lieu, en la matière, d'infliger une sanction administrative ;

POUR CES RAISONS

Je, soussigné (nom et fonction de l'agent), désigné en vertu de la décision du conseil communal du d'infliger des amendes administratives en exécution de l'article 119bis de la nouvelle loi communale,

Estime que les faits mis à charge de

X, né à X le XX/XX/XXXX, domicilié à

Sont prouvés et inflige par conséquent une amende administrative d'un montant de euros/

Ne sont pas prouvés et estime donc qu'il n'y a pas lieu d'infliger une amende administrative.

Une copie de la présente décision est notifiée par lettre recommandée à X.

Fait à , le

Nom et signature de l'agent compétent

Vous avez le droit d'interjeter appel contre la présente décision auprès du tribunal de police/tribunal de la jeunesse. A cet effet, vous êtes tenus, sous peine de forclusion, de déposer une requête dans un délai d'un mois à compter de la notification de la présente décision, auprès du tribunal de police/tribunal de la jeunesse de .

MODELE 4 : modèle de notification au bâtonnier

Le lancement de la procédure administrative - mineurs d'âge.- notification au bâtonnier

Madame, Monsieur le Bâtonnier,

Conformément à l'article 119bis, § 9bis de la nouvelle loi communale, je vous informe par la présente, en votre qualité de Bâtonnier de l'Ordre des Avocats, du PV /constat portant le numéro x du xx, qui est parvenu à mes services.

L'infraction suivante à charge de X a été constatée :
(description de l'infraction).

Il s'agit d'une infraction à l'article X du règlement ou de l'ordonnance communal du (date et titre à mentionner). Monsieur X est mineur d'âge.

Puis-je dès lors vous demander de désigner, au plus tard deux jours ouvrables après réception du présent courrier, un avocat chargé d'accompagner le mineur d'âge tout au long de la procédure. En annexe figurent de plus amples renseignements concernant Monsieur X. Après désignation de l'avocat concerné, je vous demanderais de bien vouloir m'informer de l'identité de cet avocat et de lui transmettre le dossier ci-joint.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Nom et signature de l'agent traitant

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2005/00006]

3 JANUARI 2005. — Omzendbrief OOP 30bis aangaande de uitvoering van de wetten van 13 mei 1999 tot invoering van gemeentelijke administratieve sancties, van 7 mei 2004 tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming en de nieuwe gemeentewet en van 17 juni 2004 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet

Aan de Dames en Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Ter informatie :

Aan de dames en heren Burgemeesters,

Kenmerk	VIII/B/ADB/04/
Doelpubliek	Burgemeesters
Innovatie	Gemeentelijke administratieve sancties – openbare overlast – nieuwe bevoegdheden voor de burgemeester. De huidige omzendbrief vervangt de omzendbrief OOP 30 van 2 mei 2001 aangaande de uitvoering van de wet van 13 mei 1999 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.
Samenvatting	De huidige omzendbrief neemt de inhoud van omzendbrief OOP 30 over, voor wat betreft de bepalingen van de wet van 13 mei 1999 die nog steeds van toepassing zijn. Zij integreert ook de wijzigingen aangebracht aan artikel 119bis Nieuwe Gemeentewet (NGW) door de wetten van 7 mei en 17 juni 2004.
Te ondernemen acties	Verspreiding aan de gemeentesecretaris, aan de ambtenaar belast met het opleggen van de boetes en aan de korpschef van de lokale politie.
Sleutelwoorden	Gemeentelijke administratieve sancties – openbare overlast – administratieve boetes – uitvoeringsmaatregelen – artikel 119bis NGW
Redacteurs	Mawena CARTERET en Ann DE BACKER, adjunct-adviseurs, FOD Binnenlandse Zaken, Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid, juridische cel
Contact	Ann DE BACKER, 02-557 34 95 - ann.debacker@ibz.fgov.be
Probleem van verzending	Denise WALLYN, 02-557 34 98 - denise.wallyn@ibz.fgov.be

I. DOELSTELLINGEN VAN DE WETGEVER.

1. Met de wetten van 13 mei 1999, 7 mei 2004 en 17 juni 2004 heeft de wetgever aan de gemeenten een grotere autonomie willen toekennen in hun politionele bevoegdheden.

Vier essentiële wijzigingen werden doorgevoerd :

- De invoeging in de nieuwe gemeentewet van artikel 119bis, dat aan de gemeenten de mogelijkheid biedt tot het opleggen van administratieve sancties (voor het beteugelen van inbreuken op de politiereglementen en -verordeningen);
- De invoeging, in het artikel 135, § 2, van de nieuwe gemeentewet, van het begrip « openbare overlast » in de bevoegdheden van de gemeentelijke administratieve politie;
- Het recht van de burgemeester om bij hoogdringendheid en wanneer de uitbater de uitbatingvoorwaarden niet naleeft, de voorlopige sluiting van een instelling of de schorsing van een vergunning uit te spreken (art. 134ter NGW);
- De mogelijkheid voor de burgemeester om een instelling voorlopig te sluiten omwille van de openbare orde (art. 134quater NGW).

I.1. Artikel 119bis : de gemeentelijke administratieve sancties.

2. Met het systeem van de gemeentelijke administratieve sancties zijn de gemeenten voortaan in staat om sneller en efficiënter de strijd tegen de « kleine criminaliteit » op hun grondgebied aan te binden; maar ook tegen bepaalde verstoringen van de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de openbare rust alsook de openbare overlast op hun grondgebied. Ze zijn niet meer afhankelijk noch van de parketten voor het vervolgen van de inbreuken noch van strafrechten voor het opleggen van de straffen.

Daarbij biedt dit systeem aan de gemeenten de mogelijkheid het gevoel van straffeloosheid tegen te gaan dat mogelijk leeft bij de bevolking, bij de politiediensten alsook bij de dader of het slachtoffer van een overtreding. De gemeentelijke administratieve sanctie dient inderdaad binnen een relatief korte termijn te worden opgelegd : zes maanden na het plegen van de feiten. In de mate dat het tijdsverloop tussen de inbreuk en de sanctie afneemt en effectief een sanctie volgt op een overtreding, zal de overtreder sneller het verband leggen tussen beiden.

3. Door de werkoverlast bij de parketten zijn deze niet meer bij machte het groot aantal overgemaakte processen-verbaal te behandelen en zijn zij genoodzaakt een belangrijk deel van de processen-verbaal, opgesteld naar aanleiding van overtredingen van politiereglementen, te seponeren. Evenzo heeft het groot aantal zaken welke voor de rechtbank worden gebracht, tot gevolg dat deze over lange periodes worden behandeld en dat de sancties lange tijd na het begaan van de feiten worden opgelegd. Hierdoor is het voor de gemeenten onmogelijk hun reglementen en politieverordeningen afdwingbaar te maken. Als gevolg hiervan kan de burger de indruk krijgen dat de feiten onbestraft blijven en kan de politie de indruk krijgen dat hun werk nutteloos is.

Met de gemeentelijke administratieve sancties wordt aan de gemeenten een instrument ter beschikking gesteld om hieraan tegemoet te komen.

4. De wet voorziet 4 types administratieve sancties :

- De administratieve boete van maximum 250 euro.
- De administratieve schorsing van een door de gemeente afgeleverde toelating of vergunning.
- De administratieve intrekking van een door de gemeente afgeleverde toelating of vergunning.
- De tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van een instelling.

I.2. De « openbare overlast ».

5. Door dit begrip in de nieuwe gemeentewet in te voegen, heeft de wetgever de bevoegdheid van de gemeenten op gebied van administratieve politie willen uitbreiden.

Vóór de inwerkingtreding van de wet van 13 mei 1999, hadden de gemeenten die bijvoorbeeld een discotheek wilden sluiten wegens de onrust veroorzaakt door het gedrag van haar bezoekers, daartoe niet altijd de bevoegdheid. De Raad van State heeft de mogelijkheden van lokale acties steeds beperkt door te eisen dat er een overtreding van « de

materiële orde » was, opdat er geldig een politie maatregel getroffen kon worden. Wanneer het gedrag van de bezoekers geen inbreuk pleegde op de openbare rust of veiligheid, maar wel een reële hinder veroorzaakte (overmatig alcoholgebruik, drugsgebruik, handel in verdovende middelen) had de Raad van State steeds de uitspraak gedaan dat het ging om verstoring van de morele orde, en dat administratieve politie maatregelen getroffen door de burgemeester dit type probleem niet konden behandelen.

De wetgever heeft bevestigd dat de beteugeling van de openbare overlast wel degelijk tot de opdrachten van de lokale politie behoorde. Hij heeft evenwel geen definitie van dit begrip gegeven.

Ik ben van mening dat de openbare overlast onderscheiden moet worden van andere klassieke bestanddelen van het begrip openbare orde.

6. De openbare overlast heeft betrekking op, voornamelijk individuele, materiële gedragingen die het harmonieuze verloop van de menselijke activiteiten kunnen verstoren en de levenskwaliteit van de inwoners van een gemeente, een wijk, een straat, kunnen beperken op een manier die de normale druk van het sociale leven overschrijdt.

Men kan openbare overlast beschouwen als lichte vormen van verstoring van de openbare rust, veiligheid, gezondheid en zindelijkheid.

Dit begrip vervolledigt het systeem van de administratieve sancties en de nieuwe bevoegdheden die toegekend zijn aan de burgemeester, om gedragingen te beteugelen die niet als zeer ernstig beschouwd worden maar die in het dagelijks leven als bijzonder hinderlijk worden ervaren (zonder hiervoor beroep te moeten doen op de strafrechten).

II. DE GEMEENTELIJKE ADMINISTRatieve SANCTIES.

7. Om het systeem van de gemeentelijke administratieve sancties te kunnen toepassen dienen de gemeenten voorafgaandelijk :

- Hun politiereglement aan te passen.
- Gemeentelijke ambtenaren aanduiden om de inbreuken vast te stellen.
- Een ambtenaar aanduiden om de administratieve boetes op te leggen.

II.1. De aanpassing van het politiereglement.

8. De gemeenten dienen in hun politiereglement te bepalen welke gedragingen zullen gesanctioneerd worden (« kleine criminaliteit », ordeverstoring, openbare overlast). Geen enkele overtreding kan met een administratieve sanctie beteugeld worden indien zij niet opgenomen is in het politiereglement.

De gedragingen die beschouwd worden als ordeverstoring zijn reeds opgenomen in de gemeentelijke reglementen, doch de gemeenten kunnen deze aanvullen door de gedragingen te omschrijven welke als openbare overlast worden beschouwd.

II.1.1. De openbare overlast.

9. Hieronder volgt een opsomming, louter bij wijze van voorbeeld, van enkele gedragingen die een openbare overlast kunnen vormen en die het voorwerp zouden kunnen zijn van een administratieve sanctie :

- a) Het gebruik van elektrische grasmachines of met warmtemotoren en zaagmachines op zondag.
- b) Het buitenzetten van vuilniszakken vóór een bepaald uur.
- c) Handel en bezit van schadelijke middelen zoals lachgas.
- d) Het opzettelijk aanrichten van schade aan planten in openbare parken en plantsoenen.
- e) Het laten baden van huisdieren in visvijvers of waters van openbare parken en plantsoenen of hen de sierdieren te laten beschadigen.
- f) Het verbranden van stoffen die een sterk prikkelende geur verspreiden.
- g) De overschrijding van het maximum aantal personen in een inrichting die toegankelijk is voor het publiek.
- h) Het hinderen van het verkeer door een hond niet aan de lijn te houden.
- i) Het bedekken van straatnaamborden en huisnummers.
- j) Het aanbrengen van aanplakkingen op plaatsen waar dit niet toegelaten is.
- k) Het zonder voorafgaande schriftelijke toestemming aanbrengen van bedradingen, toestellen of andere verbindingen, uitgaande van een privé-initiatief.
- l) Het opstellen van woonwagens op plaatsen die daarvoor niet worden ingericht.
- m) Het voeren van wilde of verwilderde dieren.
- n) Het aanbieden van afvalstoffen afkomstig uit andere gemeenten.
- o) Het bedelen van reclamedrukwerk in leegstaande panden of in brievenbussen waarop een zelfklever werd aangebracht die aangeeft dat de bewoner geen reclamedrukwerk wenst te ontvangen.
- p) De verkoop of het gebruik van rotjes of vuurwerk bij bepaalde gelegenheden, op bepaalde uren of op bepaalde plaatsen.
- q) Urineren op openbare plaatsen.

II.1.2. Depenalisering van strafrechtelijke inbreuken.

10. De gemeenten kunnen in hun reglement een reeks inbreuken opnemen die gedepenaliseerd zijn. De wet van 17 juni 2004 heft inderdaad de overtredingen op van de eerste vier klassen van het Strafwetboek (Titel X van Boek II) alsook de besluitwet van 29 december 1945, houdende verbod tot het aanbrengen van opschriften op den openbaren weg. Sommige van de gedragingen die het voorwerp uitmaken van deze bepalingen worden door de burger als zeer storend ervaren, doch er wordt op strafrechtelijk gebied vaak geen gevolg aan gegeven. Daarom heeft de wetgever beslist deze inbreuken uit het strafrecht te halen en de beteugeling ervan toe te vertrouwen aan de gemeenten. Andere inbreuken zijn verouderd en niet meer van toepassing. Voortaan moet elke gemeente oordelen of zij het opportuun acht bedoelde inbreuken op te nemen in haar politiereglement. In voorkomend geval zal de omschrijving van de inbreuken moeten geactualiseerd worden.

Nachtlawaaai bijvoorbeeld wordt gedepenaliseerd en kan dus opgenomen worden in het reglement, voor zover de gewestelijke overheden hun bevoegdheden hen verleend bij artikel 6, § 1, II, 1° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 (1) tot hervorming der instellingen hier niet hebben uitgeoefend.

Volgende inbreuken kunnen eveneens worden opgenomen in het reglement, daar ze gedepenaliseerd worden :

- Voor diegenen wiens plicht het is : nalaten de voetpaden of openbare plaatsen te reinigen.
- Het belemmeren van openbare plaatsen door er materialen, steigers of andere voorwerpen achter te laten of er uitgravingen te doen.
- Zaken op de openbare weg gooien, plaatsen of achterlaten, die door hun val of omwille van ongezonde uitwasemingen schade kunnen veroorzaken.
- Voor wie er de hoede over heeft : kwaadaardige of wilde dieren laten loslopen.
- Voor de eigenaars van honden : het opruien of niet in bedwang houden van de hond, wanneer deze voorbijgangers aanvalt of achtervolgt, zelfs indien dit geen kwaad of schade tot gevolg heeft.
- Vrijwillig het roerend goed van anderen beschadigen of vernielen.
- Opschriften, affiches, pamfletten, zelfklevers of fotokopieën aanbrengen op openbare plaatsen, zonder vooraf de toelating te hebben verkregen van de bevoegde overheid.

II.1.3. Het verbod van dubbele aantijging.

11. Er dient onderlijnd dat een reglement uitsluitend gedragingen kan beogen die als zodanig nog niet gesanctioneerd worden door de toepassing van een andere norm. De wet verbiedt de dubbele aantijging. Wanneer de federale of regionale wetgever reeds een sanctie voorziet voor een bepaalde gedraging, is de gemeente niet meer bevoegd hiervoor een administratieve sanctie te voorzien of op te leggen.

In dat opzicht dient vermeld, dat de huidige politiereglementen van sommige gemeenten ten onrechte sancties voorzien voor gedragingen die reeds door een hogere norm worden gesanctioneerd. Deze gemeenten worden aangespoord om, ter gelegenheid van de wijziging van hun politiereglementen, hieraan te verhelpen of de gedragingen preciezer te omschrijven.

12. Niets belet echter administratieve sancties te voorzien voor een anders gekwalificeerd gedrag. Het gaat hier dan niet meer om een dubbele aantijging, maar om een samenloop van overtreding. Bepaalde gedragingen kunnen een overtreding inhouden zowel vanuit strafrechtelijk als vanuit administratief standpunt.

II.1.4. De « gemengde » inbreuken.

13. Nieuw in de wet van 17 juni 2004 is het feit dat de gemeenten, indien zijn het opportuun achten, inbreuken in hun politiereglementen kunnen opnemen die strafrechtelijk blijven maar die ze administratiefrechtelijk kunnen sanctioneren. Dit is een wettelijke afwijking op het principiële verbod van dubbele aantijging.

Het gaat hier om volgende artikelen :

— artikel 327-330 : bedreigingen met een aanslag op personen of op eigendommen en valse inlichtingen betreffende ernstige aanslagen;

— artikel 398 : opzettelijke slagen en verwondingen;

— artikel 448 : beledigingen;

— artikel 461 en artikel 463 : gewone diefstal;

— artikel 526 : vernieling of beschadiging van graven, monumenten, kunstvoorwerpen;

— artikel 537 : vernieling en verwoesting van bomen en enten;

— artikel 545 : grachten dempen, hagen afhakken of uitrukken, afsluitingen vernielen en verplaatsing of verwijdering van grenspalen en hoekbomen.

14. Indien de gemeenten deze inbreuken wensen te beteugelen, is het niet nodig deze in het politiereglement opnieuw te omschrijven. Een verwijzing naar deze bepalingen kan volstaan (bijvoorbeeld : een geldboete van x euro zal verschuldigd zijn door iedere persoon die een inbreuk begaat op artikel y van het Strafwetboek).

Voor de meergemeentenpolitiezones, is het sterk aanbevolen dat elke gemeente die deel uitmaakt van dezelfde zone, hetzelfde politiereglement zou aannemen. Dit zal de taak van de politieambtenaren, die bevoegd zijn voor de vaststelling van deze inbreuken, aanzienlijk vergemakkelijken. In het andere geval zouden ze immers systematisch moeten nagaan of op het grondgebied waarop ze opereren, een inbreuk wordt vervolgd en op welke wijze. Een voorafgaand overleg tussen de betrokken gemeenten is hier dan ook noodzakelijk; de politieraad van de meergemeentenpolitiezone kan hierin een essentiële rol spelen en terzake advies geven.

15. Het opnemen van gelijke bepalingen in de politiereglementen betreffende deze inbreuken wordt aangeraden, om voor de magistratuur de beslissing om al dan niet te vervolgen te vergemakkelijken.

II.1.5. Keuze van de sanctie.

16. De gemeenten dienen vervolgens te kiezen of deze inbreuken op de politiereglementen het voorwerp zullen uitmaken van een administratieve of van een strafrechtelijke sanctie.

Vóór het in voege treden van de wet van 13 mei 1999, konden deze overtredingen uitsluitend strafrechtelijk worden gesanctioneerd. Vandaag kunnen de gemeenten ofwel de ene ofwel de andere sanctie voorzien, maar ze zijn wel verplicht een keuze te maken : voor eenzelfde overtreding mogen ze niet tegelijk zowel een strafrechtelijke als een administratieve sanctie voorzien. Indien ze voor een strafrechtelijke sanctie opteren, zijn ze afhankelijk van de parketten en van de strafgerichten voor het opleggen ervan.

Ook al wordt de keuze of een bepaalde overtreding gesanctioneerd zal worden door een administratieve of door een strafrechtelijke sanctie overgelaten aan het oordeel van de gemeenteraad, toch dient men er de aandacht op te vestigen dat een administratieve sanctie talrijke voordelen biedt :

— de sanctie kan in verhouding tot de gepleegde feiten bepaald worden;

— de gebruikte procedure om de sanctie op te leggen is sneller;

— de administratieve sancties kunnen beter afgestemd worden op de situatie van de overtreder : sancties als de schorsing of de administratieve intrekking van een toelating of de sluiting van een instelling, hebben soms meer afschrikkingkracht dan een boete;

— de gemeente heeft de controle over de sanctieprocedure;

— de gemeente beschikt over een vrijheid van oordeel wat de keuze van de administratieve sanctie betreft en, in geval van een boete, wat het bedrag ervan betreft.

Het is mogelijk dat eenzelfde reglement zowel strafrechtelijke als administratieve sancties bevat.

II.1.6. Bepalen van de administratieve sanctie.

17. Wanneer de gemeente voor een administratieve sanctie kiest, moet ze nog bepalen welke administratieve sanctie ze wil opleggen.

De gemeenteraad kan kiezen tussen 4 soorten administratieve sancties :

— de administratieve geldboete van maximum 250 euro en 125 euro voor minderjarigen vanaf 16 jaar;

— de administratieve schorsing van een toelating of vergunning afgeleverd door de gemeente;

— de administratieve intrekking van een toelating of vergunning afgeleverd door de gemeente;

— de administratieve sluiting van een instelling, tijdelijk of definitief.

Het komt erop aan om te kiezen voor de sanctie die het best overeenstemt met een bepaald gedrag of verzuim. Het is nodig en wenselijk om een straf te bepalen die nauw aansluit bij de begane overtreding.

18. Bij deze beslissing dient rekening gehouden te worden met het orgaan dat bevoegd zal zijn om de sanctie op te leggen : de administratieve geldboete valt onder de bevoegdheid van de « aangewezen ambtenaar », terwijl de andere sancties worden opgelegd door het College van burgemeester en schepenen.

Daaruit volgt dat men dient te vermijden dat eenzelfde inbreuk wordt bestraft met verschillende soorten administratieve sancties. Daarom is het de begane inbreuk die bepaalt welke autoriteit bevoegd is om de sanctie op te leggen. Hetzelfde gedrag kan echter aanleiding geven tot verschillende sancties in geval van herhaling.

Voorbeeld : de gemeente verleent aan een plaatselijke jeugdbeweging de toelating om een activiteit te organiseren op de openbare weg. Het gaat om een wekelijkse activiteit op maandag. Indien wordt vastgesteld dat de jeugdbeweging zich niet houdt aan de opgelegde voorwaarden, kan de gemeente in eerste instantie een administratieve geldboete opleggen. Bij een tweede inbreuk kan zij dan beslissen om de toelating in te trekken, mits de overtreder vooraf een waarschuwing heeft ontvangen.

19. Nieuw in de wet van 17 juni 2004, is de mogelijkheid om thans ook een gemeentelijke administratieve sanctie op te leggen aan minderjarigen vanaf 16 jaar. In dit geval mag de administratieve geldboete echter niet méér dan 125 euro bedragen. Dit is dus een afwijking van de regels van het gemeenrecht die bepalen dat aan minderjarigen tot 18 jaar enkel een maatregel van bewaring, behoeding en opvoeding kan worden opgelegd, zoals bepaald in artikel 37, § 1, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

II.2. Het vaststellen van de inbreuk.

20. De wet van 13 mei 1999 voorzagt dat enkel politieambtenaren of hulpagenten van politie overtredingen van de reglementen konden vaststellen.

De wet van 17 juni 2004 breidt de categorie van personen uit die bevoegd zijn om deze overtredingen vast te stellen. Men dient hier echter onderscheid te maken tussen inbreuken die uitsluitend het voorwerp kunnen zijn van administratieve sancties en andere inbreuken.

De eerste soort inbreuken, welke uitsluitend het voorwerp kunnen zijn van administratieve sancties, mogen vastgesteld worden door :

- Politieambtenaren of hulpagenten van politie in een proces-verbaal.
- Gemeentelijke ambtenaren en ambtenaren van vervoersmaatschappijen in een vaststelling.

21. Men dient te vermelden dat bewakingsagenten, daartoe aangesteld door de gemeenteraad, bij een politieambtenaar of een hulpagent van politie aangifte kunnen doen van bepaalde overtredingen. Deze aangiften kunnen slechts betrekking hebben op « de onmiddellijk waarneembare toestand van goederen die zich op het openbaar domein bevinden ». De wet van 17 juni 2004 zoals ze werd gepubliceerd op 23 juli 2004, heeft het ten onrechte over de activiteiten bedoeld in artikel 1, § 1, 1^e lid, 5^o van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten.

In werkelijkheid gaat het om de activiteiten bedoeld in artikel 1, § 1, 1^e lid, 6^o van de wet van 10 april 1990, waarvan de titel is : « wet tot regeling van de private veiligheid ». Een erratum zal gepubliceerd worden.

De bewakingsagenten mogen geen vaststellingen doen en hun aangifte heeft dezelfde waarde als deze van iedere burger die getuige is van een of andere overtreding, doch zij kunnen voor de gemeente wel een opdracht van toezicht uitvoeren.

Voor het vaststellen van overtredingen die niet uitsluitend het voorwerp kunnen zijn van administratieve sancties, zijn enkel politieambtenaren of hulpagenten van politie bevoegd. Het betreft de zogenaamde « gemengde » inbreuken (niet gedepenaliseerde inbreuken, die toch het voorwerp kunnen zijn van administratieve sancties) en inbreuken die strafrechtelijk worden gesanctioneerd.

II.2.1. Voorwaarden waaraan de gemeentelijke ambtenaren moeten voldoen.

22. Wat de gemeentelijke ambtenaren betreft, voorziet de wet dat deze moeten aangewezen worden door de gemeente en moeten voldoen aan de minimale voorwaarden opgelegd door de Koning inzake selectie, rekrutering, opleiding en bevoegdheid.

23. Het Koninklijk besluit dat de minimale voorwaarden vastlegt waaraan de gemeentelijke ambtenaren gelast met het vaststellen van de inbreuken op de politiereglementen moeten voldoen, bepaalt dat deze ambtenaren :

- ten minste 18 jaar moeten zijn;
- nog geen enkele strafrechtelijke veroordeling hebben opgelopen
- minstens beschikken over :

1. ofwel een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs
2. ofwel een getuigschrift van het lager secundair onderwijs en een ervaring van vijf jaar ten dienste van een gemeente, die nuttig is voor het uitoefenen van de functie
 - een opleiding dienen te volgen van 40 uur gedurende een maximale periode van tien dagen; deze opleiding omvat vier onderdelen :

1. wetgeving met betrekking tot de gemeentelijke administratieve sancties met bijzondere aandacht voor de verplichtingen van de vaststeller, diens bevoegdheden en verantwoordelijkheden en de rechten en plichten van burgers op voor het publiek toegankelijke plaatsen en heterdaadsituaties;

2. conflictbeheersing;

3. het vaststellen van de overtredingen en de redactie van de vaststelling;

4. de werkingsbeginselen van de politiediensten.

De opleiding zal verstrekt worden door erkende opleidingsinstellingen voor de vorming van hulpagenten.

Wat tenslotte de ambtenaren van vervoersmaatschappijen betreft, voorziet de wet dat zij moeten behoren tot één van de door de Koning bepaalde categorieën. Het Koninklijk besluit dat deze categorieën vastlegt is echter nog niet goedgekeurd.

II.2.2. Kenmerken van de vaststelling.

24. Het proces-verbaal is een determinerend element in de behandeling van het dossier. Het moet duidelijk zijn, nauwkeurig en volledig, temeer daar bij de kennisgeving van het dossier door de aangewezen ambtenaar, een afschrift ervan wordt overgemaakt aan de persoon die er het voorwerp van uitmaakt. Aan de hand van het proces-verbaal moet de aangewezen ambtenaar de sanctie kunnen opleggen. Er moet dan ook met de nodige zorgvuldigheid gewerkt worden bij het opstellen ervan.

25. Het proces-verbaal moet volgende elementen bevatten :

- De naam, voornaam, graad, corps, en handtekening van de opsteller van het proces-verbaal;
- De dag, datum, plaats en uur van het zich voordoen van het feit en van de vaststelling van het feit;
- De correcte beschrijving van het vastgestelde feit;
- De bepaling van het gemeentereglement waarvan het vastgestelde gedrag een overtreding is;
- De naam, voornaam, wettelijk adres, eventueel de feitelijke verblijfplaats, datum en geboorteplaats van de persoon die het voorwerp uitmaakt van het proces-verbaal;
- De eventuele opmerkingen die de overtreder tegenover de politie heeft gemaakt of de verklaring die hij eventueel heeft afgelegd, met vermelding van de gebruikte taal.
- Het administratieve adres van de ambtenaar die aangewezen werd om kennis te nemen van de zaak;
- Het adres van de ouders, of één van hen, of van de voogd als de overtreder minderjarig is.

Indien het proces-verbaal onvoldoende gegevens bevat, kan de aangewezen ambtenaar de politiediensten verzoeken deze gegevens eventueel na bijkomend onderzoek, nog toe te voegen aan het dossier.

De vaststellingen van de gemeentelijke ambtenaren en de ambtenaren van vervoersmaatschappijen moeten aan dezelfde voorwaarden van klaarheid en precisie voldoen en even volledig zijn als een proces-verbaal.

Een model van proces-verbaal wordt als bijlage bij deze omzendbrief gevoegd.

Volledigheidshalve wens ik te benadrukken dat de wet geen bijzondere bewijskracht verleent aan deze processen-verbaal, wat betekent dat ze enkel informatieve waarde hebben.

II.3. De procedure tot opleggen van een administratieve sanctie.

II.3.1. Te volgen procedure voor de boetes.

26. De gemeente moet de ambtenaar aanduiden die bevoegd is voor het opleggen van de administratieve geldboetes.

De ambtenaar wordt aangewezen door de gemeenteraad. (Artikel 1 van het Koninklijk besluit van 7 januari 2001 tot vaststelling van de procedure tot aanwijzing van de ambtenaar en tot inning van de boetes in uitvoering van de wet van 13 mei 1999 betreffende de invoering van de gemeentelijke administratieve sancties, *Belgisch Staatsblad* van 2 februari 2001).

De wet bepaalt dat de ambtenaar die de boete oplegt niet dezelfde mag zijn als die welke de overtreding vaststelt. Daar de politieambtenaren en hulpagenten van politie bevoegd zijn om de inbreuken vast te stellen, is het dus uitgesloten dat een lid van de lokale politie deze functie zou uitoefenen.

Het Koninklijk besluit van 7 januari 2001 bepaalt dat de gemeenteontvanger eveneens uitgesloten is voor deze functie. Dit ligt voor de hand, aangezien de opbrengst van de geldboetes ten goede komt aan de gemeentekas.

27. Indien binnen een gemeentelijke administratie noch de gemeentesecretaris, noch een andere ambtenaar van het niveau waarvoor een universitair diploma van de tweede graad of een gelijkgesteld diploma vereist is, beschikbaar zijn, kan de gemeenteraad aan de provincieraad vragen om een ambtenaar ter beschikking te stellen. Wat betreft de voorwaarden van zijn aanwerving en de vergoeding die hem zal uitbetaald worden, dient vooraf een overeenkomst gemaakt te worden tussen de gemeente en de provincie. Indien verscheidene gemeenten met dit probleem worden geconfronteerd, kunnen zij een gemeenschappelijke vraag aan de provincie richten om een ambtenaar aan te wijzen.

Het overmaken van het proces-verbaal of de vaststelling.

28. De wet bepaalt dat, wanneer een inbreuk uitsluitend voorwerp kan zijn van een administratieve sanctie, de vaststelling dient te worden overgemaakt aan de ambtenaar belast met het opleggen van de boete. Er is geen termijn voorzien voor deze overmaking. Aangezien de boete echter opgelegd moet worden binnen een termijn van zes maanden na het plegen van de feiten en de maatregel tot doel heeft de overtreders snel te sanctioneren, is het wenselijk de vaststelling zo spoedig mogelijk aan de ambtenaar over te maken.

29. Indien de feiten zowel een strafrechtelijke als een administratieve inbreuk vormen (samenloop van overtreding), dient men het principe « non bis in idem » te respecteren, dit wil zeggen dat men dient te vermijden dat twee sancties voor eenzelfde overtreding worden opgelegd. In dat geval heeft de strafrechtelijke procedure voorrang op de administratieve procedure en wordt het originele proces-verbaal overgemaakt aan de procureur des Konings, binnen een termijn van 15 dagen na het vaststellen van de feiten. Een kopie wordt toegestuurd aan de ambtenaar belast met het opleggen van de boete.

Ook al maakt artikel 119*bis* er geen gewag van, toch is het raadzaam aan de procureur des Konings een termijn van een maand te verlenen om aan de ambtenaar te melden of er een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek wordt opgestart en of er vervolging wordt ingesteld. Als de procureur des Konings binnen deze termijn niet heeft geantwoord kan een administratieve sanctie worden opgelegd. Het betreft hier een termijn van verval. Wat betekent dat het parket geen vervolging meer kan instellen na afloop ervan.

Voor de gemengde inbreuken voorziet de wet een bijzondere afstemming tussen de Procureur des Konings en de ambtenaar belast met het opleggen van de sanctie. (artikel 119*bis* NGW, § 8)

30. Voor de zwaarste overtredingen (bedreiging met een aanslag, opzettelijke slagen en verwondingen, beledigingen en gewone diefstal) kan de ambtenaar enkel een administratieve geldboete opleggen, indien de procureur des Konings binnen een termijn van twee maanden heeft laten weten dat hijzelf geen gevolg aan de feiten zal geven en dat een boete aangewezen is.

Indien de procureur des Konings binnen deze termijn geen bericht heeft gelaten, kan de inbreuk nog uitsluitend strafrechtelijk behandeld worden en kan geen administratieve boete meer worden opgelegd.

31. Voor de minder ernstige gemengde inbreuken (vernieling of beschadiging van graven, monumenten, kunstvoorwerpen, vernieling van bomen, ...), kan de ambtenaar een boete opleggen na afloop van de termijn van een maand volgend op de ontvangst van het proces-verbaal, behalve wanneer de procureur des Konings hem heeft gemeld dat een opsporingsonderzoek of gerechtelijk onderzoek wordt opgestart, dat er vervolging wordt ingesteld of dat hij het dossier seponereert bij gebrek aan voldoende bewijslast.

Antwoordt de procureur des Konings niet binnen deze termijn, dan kan enkel nog een administratieve sanctie worden opgelegd.

Voorafgaand aan het in werking treden van de politiereglementen en -verordeningen, zal een overleg met de diensten van de procureur des Konings, van het rechtsgebied waaronder de gemeente valt, aangewezen zijn om de nodige afspraken te maken, zeker wanneer ook administratieve sancties kunnen opgelegd worden voor overtredingen van bepaalde artikelen uit het Strafwetboek.

Het Openbaar Ministerie beschikt over een termijn van één of twee maanden om hun reactie (al dan niet) te laten kennen en er kan geen administratieve sanctie worden opgelegd vóór het verstrijken ervan. Niets verhindert echter dat de ambtenaar belast met het opleggen van de boete in deze tussentijd de procedure reeds zou opstarten, zodat ook de termijn van vijftien dagen waarbinnen de overtreder zijn verweer kan doen gelden reeds kan beginnen lopen. Wanneer het openbaar Ministerie alsnog te kennen zou geven de zaak naar zich toe te trekken, volstaat het de administratieve procedure gewoon stop te zetten.

32. De aangewezen ambtenaar start de procedure op bij een ter post aangetekend schrijven; een model hiervan wordt toegevoegd in bijlage. De termijn van 15 dagen voor het indienen van de verweermiddelen, vangt aan op de datum van de aangetekende zending.

De aangetekende zending dient alle vermeldingen te bevatten voorzien in artikel 119*bis*, § 9, 1° lid, 1°, 2°, 3°, 4°, en een afschrift van het proces-verbaal dient bij de zending te worden gevoegd op straffe van nietigheid van de procedure. Een « fout » kan evenwel nog worden rechtgezet binnen een termijn van zes maand. Na deze termijn kan er geen sanctie meer worden opgelegd. De wet voorziet inderdaad geen reden tot opschorting van de verjaringsstermijn.

33. In het kader van de administratieve sancties heeft de gemeenteraad de mogelijkheid om in een bemiddelingsprocedure te voorzien. Voor minderjarigen boven 16 jaar is deze procedure verplicht. Het gaat hier om een nieuwe bemiddelingsprocedure op zich, die geen verband houdt met de reeds bestaande bemiddeling in strafzaken.

Zoals aangehaald in artikel 119*ter*, heeft de bemiddelingsprocedure juist als doel aan de overtreder de kans te bieden om de aangebrachte schade te vergoeden of herstellen. Indien tot vergoeding of herstellen wordt overgegaan, kan de ambtenaar overwegen om een minder zware boete of helemaal geen sanctie op te leggen.

De wet legt geen formaliteiten op voor deze bemiddelingsprocedure. Om reden van bewijskracht zal er minstens een schriftelijke weerslag dienen te bestaan van deze bemiddelingspoging. Voor het overige staat het de gemeenten vrij de concrete stappen hiervan in hun reglement op te nemen. Niets belet dat de bemiddelingsprocedure zou gevoerd worden door een andere persoon of instantie dan de ambtenaar die specifiek werd aangeduid om de administratieve geldboete op te leggen.

Bij het toepassen van de bemiddelingsprocedure, dient men voor ogen te houden dat de verjaringstermijn voor het opleggen van de boete betrekkelijk kort is. Deze procedure mag immers niet als resultaat hebben dat de dader ontsnapt aan de administratieve boete. Om tijd te winnen lijkt het mij aangewezen om de bemiddelingsprocedure op te nemen in de opstartbrief voor de administratieve procedure. De ambtenaar zou aan de overtreder bij voorbeeld kunnen vragen om, binnen een termijn van vijftien dagen, ofwel te bewijzen dat de aangebrachte schade hersteld is ofwel verweermiddelen in te dienen.

De gemeenten zijn dus niet verplicht deze procedure te voorzien indien de dader van het feit meerderjarig is; ze kunnen eveneens beslissen deze slechts voor bepaalde inbreuken toe te passen.

Verweermiddelen van de overtreder.

34. Binnen een termijn van vijftien dagen kan de overtreder de verweermiddelen die hij wil gebruiken schriftelijk indienen. Indien het bedrag van de boete hoger ligt dan 60 euro kan de overtreder vragen om zich mondeling te verdedigen; de ambtenaar is verplicht hem te horen en bepaalt de dag waarop hij uitgenodigd wordt. Het is wenselijk dit verhoor te laten plaatsvinden binnen de vijftien dagen. Het is eveneens van belang dat de beslissing zo snel mogelijk wordt genomen. De wet beoogt immers de tijd tussen de inbreuk en de sanctie zo kort mogelijk te houden, wat de doeltreffendheid van de straf ten goede komt. Dit vraagt evenwel een snelle beslissing vanwege de aangewezen ambtenaar.

Bij ontstentenis van een mondeling verweer - bijvoorbeeld doordat de boete die de aangewezen ambtenaar voorziet, lager is dan 60 euro - geniet de overtreder van de rechten van de verdediging zoals uiteengezet in § 9 van het artikel 119bis.

35. Wanneer in de administratieve procedure een minderjarige ouder dan 16 jaar betrokken is, moet deze verplicht worden bijgestaan door een advocaat. De stafhouder van de orde der advocaten dient hiervan in kennis te worden gesteld. Een afschrift van dit bericht van kennisgeving aan de stafhouder wordt bij het dossier van rechtspleging gevoegd.

In de nieuwe wet wordt bepaald dat de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand overgaan tot de toewijzing van een advocaat, uiterlijk binnen de twee werkdagen te rekenen van het bericht van kennisgeving. Daarenboven dienen ingeval van belangenconflict, de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand erop toe te zien dat de betrokkene verdedigd wordt door een andere advocaat dan degene op wie zijn vader en moeder, voogd of personen die hem onder hun bewaring hebben of die bekleed zijn met een vorderingsrecht een beroep gedaan hebben.

Er dient te worden opgemerkt dat in de Nederlandse tekst sprake is van « een strafbaar feit » terwijl de Franse tekst gewag maakt van « une infraction »; er kan mijns inziens geen misverstand over bestaan dat de verplichte bijstand van een advocaat voorgeschreven is zowel in gevallen van gemengde inbreuken als bij louter administratiefrechtelijke inbreuken. Een verschillende behandeling van de minderjarigen naargelang de aard van de inbreuken zou immers niet te verantwoorden zijn.

Beslissing van de ambtenaar.

36. Bij het bepalen van het bedrag van de geldboete moet de aangewezen ambtenaar (vaak de « sanctionerende ambtenaar » genoemd) rekening houden met het proportionaliteitsbeginsel. De sanctie moet worden opgelegd in verhouding tot de ernst van de gevolgen van de overtreding. Wanneer verschillende feiten worden gepleegd die leiden tot één overtreding, kan er toch slechts één geldboete worden opgelegd. Bij herhaling kan het bedrag van de boete worden aangepast maar mag 250 euro niet overschrijden.

De boete die door de aangewezen ambtenaar wordt opgelegd, moet in verhouding staan tot de overtreding. Voor een lichte overtreding is het aangewezen niet de maximale sanctie toe te passen. In dit geval zal de sanctie slechts dienen om de overtreder erop te wijzen dat hij een fout heeft begaan en dat zulk gedrag in de toekomst niet meer gewenst wordt. Wanneer het betreffende gedrag zich toch herhaalt, zal de sanctie worden aangepast (verhoogd).

Een model van beslissing bevindt zich in bijlage van deze omzendbrief.

Kennisgeving van de administratieve geldboete.

37. De aangewezen ambtenaar brengt de betrokkene per aangetekend schrijven op de hoogte van de beslissing. Overeenkomstig artikel 109 van de nieuwe gemeentewet, moet de kennisgeving getekend worden door de burgemeester en mede ondertekend door de gemeentesecretaris.

Bij de kennisgeving van de beslissing wordt een overschrijvingsformulier of een stortingsformulier gevoegd dat door de belanghebbende gebruikt kan worden, tevens wordt aan de overtreder meegedeeld dat de boete ook kan betaald worden in handen van de gemeenteontvanger.

De beslissing heeft uitvoerende kracht na het verstrijken van een termijn van één maand na haar kennisgeving aan de betrokkene, tenzij deze beroep heeft aangetekend bij de politierechtbank.

Beroep.

38. Het nieuwe artikel 601ter, door de wet van 13 mei 1999 ingevoegd in het Gerechtelijk Wetboek, verleent uitdrukkelijk de bevoegdheid aan de politierechtbanken om kennis te nemen van het beroep, dat aangetekend werd tegen de administratieve geldboete opgelegd door de aangewezen ambtenaar. De beslissing van de politierechter is een beslissing in laatste aanleg. De aanwending van buitengewone rechtsmiddelen, zoals het cassatieberoep, blijft wel mogelijk.

De belanghebbende kan beroep aantekenen wanneer hij niet akkoord gaat met de opgelegde sanctie.

De gemeente kan slechts beroep aantekenen indien de aangewezen ambtenaar een provincieambtenaar is en enkel indien deze geen sanctie heeft opgelegd.

De beroepsprocedure die door de belanghebbende gevolgd moet worden, is de gewone procedure voor de politierechtbank. De politierechter beoordeelt de wettigheid en de proportionaliteit van de opgelegde geldboete. Het beroep moet ingesteld worden bij verzoekschrift, binnen een termijn van één maand na de kennisgeving. De gewone termijnregelingen van het Gerechtelijk Wetboek zijn van toepassing. Het beroep wordt ingeleid bij een eenvoudig verzoekschrift. De beroepsprocedure schorst de uitvoerbaarheid van de beslissing.

De wet spreekt zich niet uit of het de strafrechtelijke procedure of de civielrechtelijke procedure is die moet gevolgd worden voor de politierechtbank. In navolging van andere beroepsprocedures met betrekking tot de administratieve sancties, dient ervan uitgegaan te worden dat het de civielrechtelijke procedure betreft.

Indien de politierechter de straf bevestigt, vallen de kosten van het beroep ten laste van de veroordeelde.

39. Minderjarigen kunnen beroep aantekenen tegen de beslissing tot opleggen van een administratieve boete, door een gratis verzoekschrift in te dienen bij de jeugdrechter, in het kader van een open debat dat toelaat de sanctie alsnog te vervangen door een maatregel van toezicht, bescherming of opvoeding.

II.3.2. Te volgen procedure voor de andere administratieve sancties opgelegd door het College van burgemeester en schepenen.

40. De wet biedt de mogelijkheid om nog andere administratieve sancties op te leggen, die dienen voorzien te zijn in het gemeentelijk reglement. Het betreft volgende sancties :

- de administratieve schorsing van een toelating of vergunning afgeleverd door de gemeente;
- de administratieve intrekking van een toelating of vergunning afgeleverd door de gemeente;
- de administratieve sluiting van een instelling, tijdelijk of definitief.

Deze opsomming is limitatief. Geen enkele andere administratieve sanctie is mogelijk.

Indien de gemeentelijke overheid een vergunning heeft afgeleverd, bijvoorbeeld voor het uitbaten van een terras op de openbare weg, dan kan het College van burgemeester en schepenen deze vergunning intrekken, als administratieve sanctie, ingeval er inbreuken werden vastgesteld. Er moet een duidelijke link gelegd worden tussen de vastgestelde inbreuk en de erop volgende sanctie.

Het overmaken van het proces-verbaal of de vaststelling.

41. Het originele proces-verbaal dient overgemaakt te worden aan het College van burgemeester en schepenen. Artikel 123, 12°, en artikel 119*bis*, § 2 van de nieuwe gemeentewet, duiden inderdaad het College van burgemeester en schepenen aan als bevoegd orgaan voor de het opleggen van de administratieve schorsing of intrekking van een vergunning of toelating en voor de administratieve sluiting van een instelling.

Beslissing en uitvoering.

42. In artikel 119*bis*, § 4, wordt voorzien dat deze administratieve sancties moeten worden voorafgegaan door een waarschuwing dat er een inbreuk werd vastgesteld en dat, bij een volgende inbreuk of wanneer de inbreuk wordt gehandhaafd, een sanctie zal opgelegd worden. Deze waarschuwing moet een uittreksel bevatten van het overtreden reglement of verordening.

Bij het bepalen van de sanctie moet het College rekening houden met het proportionaliteitsbeginsel. De sanctie wordt opgelegd in verhouding tot de ernst van de gevolgen van de inbreuk. Wanneer verschillende feiten worden gepleegd die leiden tot één overtreding, kan er toch maar één geldboete worden opgelegd. Bij herhaling zal de aard of de duur van de sanctie kunnen worden aangepast.

Overeenkomstig artikel 109 van de nieuwe gemeentewet dient de kennisgeving van de sanctie te worden getekend door de burgemeester en mede ondertekend door de gemeentesecretaris. Het is aangewezen de kennisgeving bij een ter post aangetekend schrijven over te maken.

Verweermiddelen en beroep.

43. De wet van 13 mei 1999 heeft niet voorzien in de wijze waarop het recht van verdediging door de overtreder kan worden gevrijwaard. Het zou evenwel verkeerd zijn daaruit te besluiten dat het College het recht heeft om een administratieve sanctie op te leggen, zonder daarbij aan de belanghebbende de garanties te bieden die erkend zijn door de internationale verdragen waarbij België zich heeft aangesloten.

Ik raad bijgevolg de gemeentebesturen aan om de voorschriften die bevat zijn in § 9 van het nieuwe artikel 119*bis* (voor de boetes), *mutatis mutandis* toe te passen.

De wet heeft ook niet voorzien in een specifieke mogelijkheid tot beroep. Het beroep zal daarom moeten worden ingesteld bij de Raad van State op basis van het algemeen administratief recht.

III. NIEUWE POLITIEMAATREGELEN VOOR DE BURGEMEESTER.

44. Ik vestig er uw aandacht op dat het hier maatregelen van bestuurlijke politie betreft in de zin van artikel 3, 1°, van de wet op het politieambt, en niet van administratieve sancties. De uitvoeringsbesluiten zijn niet onderworpen aan dezelfde voorwaarden als de administratieve sancties.

De wet heeft twee specifieke uitvoeringsbesluiten voorzien die verschillende doelstellingen hebben :

— Het nieuwe artikel 134*ter* verleent aan de burgemeester de bevoegdheid om een politimaatregel te nemen die bestaat in de voorlopige sluiting van een instelling of de tijdelijke schorsing van een vergunning. Het betreft hier een dringende procedure tengevolge van het niet respecteren door de uitbater van de uitbatingvoorwaarden en niet door verstoring van de openbare orde.

— Het nieuwe artikel 134*quater* verleent aan de burgemeester de bevoegdheid om een politimaatregel te nemen die bestaat in de voorlopige sluiting van een instelling, doordat de openbare orde wordt verstoord buiten een instelling die toegankelijk is voor het publiek en dit tengevolge van gedragingen die zich voordoen binnen in de instelling.

III.1. Algemene regels voor de 2 procedures

45. De beslissing wordt genomen door de burgemeester en moet worden bekrachtigd door het College van burgemeester en schepenen op « de eerstvolgende vergadering », meer bepaald op de eerste vergadering die volgt op de beslissing. Indien dit niet gebeurt, zal de maatregel vervallen.

De maatregel is in elk geval van tijdelijke aard. Zelfs als hij door het College wordt bekrachtigd, kan hij de termijn van 3 maand niet overschrijden. Op het einde van deze termijn wordt hij « van rechtswege » opgeheven. Deze termijn kan bijgevolg niet worden verlengd door de burgemeester of het College voor wat dezelfde feiten betreft. Een definitieve maatregel is immers geen uitvoeringsbesluit meer, maar een sanctie, en de administratieve sancties moeten worden opgelegd in overeenstemming met de bepalingen uiteengezet in punt II.

Er dient hier ook aan herinnerd te worden dat, ook in het geval van uitvoeringsbesluiten, de rechtspraak van de Raad van State vereist dat het proportionaliteitsbeginsel tussen het vastgestelde feit en de genomen maatregel wordt gerespecteerd. Dit zal in het bijzonder het geval zijn voor wat betreft de duur van de maatregel tot sluiting.

De wet voorziet geen formaliteiten met betrekking tot de beslissing, maar het lijkt mij dat deze schriftelijk moet zijn en getekend moet worden door de burgemeester en ter kennis gebracht van de belanghebbende, hetzij door overhandiging in zijn handen, hetzij per aangetekende post.

III.2. Artikel 134*ter*: de voorlopige sluiting van een instelling of de tijdelijke schorsing van een vergunning wanneer de uitbatingvoorwaarden van de instelling of de voorwaarden van de vergunning niet worden gerespecteerd.

46. Deze maatregel is onderworpen aan volgende voorwaarden :

— Hoogdringendheid :

Dit artikel is van toepassing « indien de minste vertraging voor een ernstig nadeel zou kunnen zorgen ». Men zou dit kunnen vergelijken met een procedure in kortgeding.

— Afwezigheid van een andere overheid die de bevoegdheid van hoogdringendheid bezit :

Artikel 134^{ter} sluit een tussenkomst van de burgemeester uit indien « de bevoegdheid om deze maatregelen bij hoogdringendheid te nemen, werd toegewezen aan een andere overheid, door een specifieke regelgeving ».

Deze bepaling beoogt wel degelijk het geheel van de maatregel. Zij vindt haar bestaansreden in het feit dat de wetgever dit recht heeft willen instellen, ook wanneer de instelling wordt uitgebraat zonder een gemeentelijke vergunning nodig te hebben, of op basis van een vergunning afgeleverd door een andere instantie.

Er moet uit worden besloten dat de bevoegdheid tot tussenkomst van de burgemeester enkel wordt uitgesloten, indien een specifieke reglementering een procedure van hoogdringendheid heeft voorzien inzake voorlopige sluiting of tijdelijke schorsing. Zo worden bijvoorbeeld in het kader van de reglementering met betrekking tot het leefmilieu, dusdanige procedures van hoogdringendheid voorzien, die worden toevertrouwd aan hetzij de burgemeester hetzij aan andere instanties dan de gemeente.

47. Procedure :

De wet vermeldt geen procedure die door de burgemeester gevolgd dient te worden om zijn ordemaatregel te nemen. Hij zal zich bijgevolg dienen te houden aan de algemene beginselen van bestuur, die reeds menigmaal onderwerp hebben uitgemaakt van beslissingen van de Raad van State. De burgemeester dient de principes van goed bestuur toe te passen.

Het nieuwe artikel 134^{ter} stelt voor de uitbater van een instelling het recht in om zijn verweermiddelen naar voor te brengen vooraleer de beslissing wordt genomen, maar de wet heeft niet voorzien in de wijze waarop hij zijn rechten kan uitoefenen.

Ik beveel dan ook aan dat :

— de belanghebbende ervan op de hoogte gebracht zou worden, hetzij door overhandiging in zijn eigen handen, hetzij per aangetekende brief, van de vaststelling gedaan door een gemeentelijk ambtenaar (de tussenkomst van een lid van de plaatselijke politie is niet noodzakelijk) dat de voorwaarden inzake uitbating of vergunning niet werden gerespecteerd;

— de belanghebbende een afschrift ontvangt van het dossier of de mogelijkheid krijgt het te raadplegen bij het gemeentebestuur;

— de belanghebbende de mogelijkheid krijgt om zijn verweermiddelen in te brengen, en dit op de door de gemeente bepaalde wijze (mondeling of schriftelijk).

48. Beslissing.

De beslissing van de burgemeester kan enkel betrekking hebben op de voorlopige sluiting van een instelling of op de tijdelijke schorsing van een vergunning. Een beslissing tot intrekking - die per definitie definitief is - wordt niet voorzien door deze maatregel.

De beslissing dient uiteraard het feit te bevatten dat er werd vastgesteld dat de uitbater de vastgelegde voorwaarden tot uitbating van de instelling of inzake de vergunning niet heeft gerespecteerd. Eveneens dient ze gemotiveerd te worden en te vermelden op basis van welke dringende motieven de burgemeester is overgegaan tot de procedure van hoogdringendheid.

III.3. Artikel 134^{quater} : de sluiting van een instelling omwille van de openbare orde.

49. Behalve aan de algemene regels, is deze maatregel ook nog onderworpen aan de volgende specifieke voorwaarden :

— Omstandigheden :

Artikel 134^{quater} richt zich op een situatie van verstoring van de openbare orde. Het artikel situeert zich dus niet meer in het kader van een eerder beperkte « openbare overlast », maar in het bredere kader van openbare ordeverstoring, waarin de algemene bestuurlijke politie haar uitgangspunt vindt.

De verstoring van de openbare orde moet aan volgende kenmerken beantwoorden :

- a) het gaat om een verstoring van materiële aard, niet van morele;
- b) de verstoring kan betrekking hebben op de verschillende onderdelen van de openbare orde, namelijk de rust, veiligheid, gezondheid, zindelijkheid en de openbare overlast;
- c) de verstoring doet zich voor buiten de instelling, op de openbare weg;
- d) het betreft een instelling die toegankelijk is voor het publiek;
- e) de verstoring buiten de instelling wordt veroorzaakt door gedragingen die zich voordoen binnen de instelling.

Deze maatregel is niet van toepassing indien de verstoring geen verband houdt met gedragingen die zich voordoen binnen de instelling, bijvoorbeeld het lawaai dat veroorzaakt wordt door particulieren die de instelling binnengaan of verlaten, of indien de verstoring beperkt blijft tot het inwendige van de instelling : er moet een oorzakelijk verband bestaan tussen het gedrag binnen de instelling en de verstoring buiten de instelling.

50. In andere gevallen zal de gemeente beroep moeten doen op andere middelen.

De invoering van artikel 134^{quater} raakt niet aan artikel 133 van de Nieuwe Gemeentewet. Artikel 134^{quater} werd toegevoegd om de burgemeester een bijkomende mogelijkheid te geven om op te treden tegen een vorm van openbare ordeverstoring die hij niet ten gronde kan aanpakken op basis van zijn politionele bevoegdheid, met name wanneer een ordeverstoring wordt vastgesteld in de omgeving van een instelling tengevolge van activiteiten die zich daarbinnen afspeelen, en dit zonder de noodzaak te weten of die activiteiten al dan niet geoorloofd zijn. Het is dus uiterst belangrijk om in de motivatie duidelijk te vermelden op welk artikel men zich heeft gebaseerd. De burgemeester kan de strenge toepassingsregels van artikel 134^{quater} niet omzeilen door zijn beslissing zozeggend te baseren op artikel 133, tweede lid.

51. Procedure :

De wet vermeldt geen procedure die door de burgemeester gevolgd moet worden om zijn ordemaatregel te nemen. Het lijkt me voor de hand liggend dat de burgemeester in het bezit zal zijn van een rapport, opgesteld door een politiedienst of door een andere dienst, waarop hij zich kan baseren om de ordeverstoring vast te stellen.

Artikel 134^{quater}, in tegenstelling tot artikel 134^{ter}, stelt niet het recht in voor de uitbater van de instelling om zijn verweermiddelen in te brengen. Evenwel, ofschoon de verstoring die de maatregel rechtvaardigt een gevolg zal zijn van het gedrag van derden en niet van de uitbater, vereisen de principes van goed bestuur, waaraan de Raad van State steeds refereert, dat de overheid kennis heeft genomen van de bemerkingen van de uitbater van de instelling welke activiteiten het onderwerp zullen uitmaken van een voorlopige sluiting, en dit vóór de maatregel wordt genomen.

Daaruit volgt dat ik aanraad - behalve voor gevallen van hoogdringendheid die dit niet toelaten, maar die beperkt blijven tot een sluiting van enkele uren - dat de burgemeester aan de belanghebbende het recht geeft om zijn argumenten uiteen te zetten, hetzij schriftelijk, hetzij mondeling ten overstaan van de burgemeester of de ambtenaar die deze daartoe heeft afgevaardigd.

52. Beslissing :

De beslissing van de burgemeester kan enkel betrekking hebben op een voorlopige sluiting van een instelling. Gezien de omstandigheden moet de beslissing uiteraard nauwkeurig gemotiveerd worden. Daarin moet een oorzakelijk verband liggen tussen bijvoorbeeld het gedrag van de personen die de instelling regelmatig bezoeken en de overlast. Dit oorzakelijke verband moet duidelijk blijken uit de motivatie. De motivatie moet uitgewerkt worden op basis van een goed onderbouwd dossier met betrekking tot de klachten tegen de overlast.

De duur zal in verhouding moeten staan tot de veroorzaakte overlast. Het is niet evident dat de burgemeester onmiddellijk een beslissing neemt voor een termijn van drie maand. Zo werd in een arrest van de Raad van State van 16 september 1999 (zaak A. 86.645/XII-2211) het opleggen van de maximale sluitingsduur beschouwd als absoluut onevenredig.

IV. BIJZONDERE OPMERKINGEN.

53. Om de gemeenten de tijd te gunnen om de nodige aanpassingen door te voeren voor het toepassen van de maatregel, wordt het in voege treden van de wet van 17 juni 2004 vastgesteld op 1 april 2005. In de praktijk betekent dit dat het na deze datum niet meer mogelijk is de gedepenaliseerde inbreuken strafrechtelijk te beteugelen.

Omzendbrief OOP 30 van 2 mei 2001 aangaande de uitvoering van de wet van 13 mei 1999 betreffende de invoering van de gemeentelijke administratieve sancties, wordt door de huidige omzendbrief opgeheven en vervangen.

V. BIJLAGEN.

- Model van proces-verbaal.
- Model van brief tot opstarten van de administratieve procedure (met bemiddelingsprocedure).
- Model van beslissing tot opleggen van een administratieve geldboete.
- Model van kennisgeving aan de stafhouder inzake het opstarten van een administratieve procedure tegen een minderjarige.

Gelieve mevrouw, mijnheer de gouverneur, deze omzendbrief te willen overmaken aan de Dames en Heren burgemeesters en arrondissementscommissarissen van uw provincie.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

P. DEWAEL

De Minister belast met het Grootstedenbeleid,

C. DUPONT

—————
Nota's

(1) Artikel 561 van het Strafwetboek is zeer algemeen en heeft in de loop der jaren aanleiding gegeven tot een interpretatie in de rechtspraak die vereiste dat verschillende constitutionele elementen van het misdrijf verenigd zijn, te weten een intentionele daad of een schuldige nalatigheid en het uitbrengen van geluiden die van aard zijn de rust van de bewoners te verstoren. Bovendien wordt het lawaai als nachtelijk gekwalificeerd van zodra het plaatsvindt tussen zonsondergang en zonsopgang. Het komt hoe dan ook aan de gemeenten toe om met betrekking tot dit onderwerp te bepalen wat zij willen sanctioneren in functie van de klachten en noden van hun bewoners. Een meer precieze definitie van geluid of nachtlawaai dan wat het Strafwetboek voorziet, dringt zich nochtans op en de sanctie zal des te gemakkelijker kunnen toegepast worden indien de constitutieve bestanddelen van het misdrijf zijn gepreciseerd. Ik denk bij voorbeeld aan de precisering van de nachtelijke uren gedurende welke de rust moet verzekerd zijn, aan de opsomming (limitatief of niet) van de geluiden, aan de verduidelijking van hun intensiteit.

Stad/Gemeente X adres	<u>PRO JUSTITIA</u>	
	<u>Aanvankelijke vaststelling nr. XXX van XX/XX/XXXX.</u>	
Opgesteld: - Ambtshalve	ONDERWERP VAN DE VASTSTELLING: VASTSTELLINGEN / INLICHTINGEN (aanduiden wat overeenstemt)	
Overgemaakt aan: De ambtenaar belast met de oplegging van de administratieve sanctie	TEN LASTE VAN : Identiteitsgegevens overtreder	Verhoord: Ja/nee
	WEGENS INBREUK OP : Aanduiding van het/de artikel(s) van het reglement of verordening dat overtreden werd	
		Vak voorbehouden aan het Parket of aan de ambtenaar belast met het opleggen van de administratieve geldboete
	Bijlagen :	

STAD/GEMEENTE X

Adres

Eerste bladzijde van de vaststelling nr. XX
dd. XX/XX/XXXX

PRO



JUSTITIA

Op (datum) :

Ik, ondergetekende, XXX, functie, beëdigd ambtenaar/agent, behorende tot de stad/gemeente X - verblijvende te (adresgegevens gemeente), en aangewezen krachtens gemeenteraadsbeslissing dd. om vaststellingen te doen in toepassing van artikel 119bis Nieuwe Gemeentewet, heb vastgesteld wat volgt:

VASTSTELLINGEN

Hier volgt een omschrijving van de vastgestelde inbreuk met vermelding van het betreffende artikel van het reglement of verordening dat overtreden werd.

Naast de aanduiding van plaats, datum en uur dient de inbreuk zo volledig mogelijk omschreven te worden aangezien wat onder de rubriek «vaststellingen» wordt opgenomen, de basis zal vormen voor een eventuele latere administratieve procedure.

INLICHTINGEN

Her kan specifieke informatie worden opgenomen die niet onmiddellijk betrekking heeft op de gedane vaststellingen, doch wel randinformatie biedt...

STAD/GEMEENTE X
adres

Tweede bladzijde van de vaststelling nr. XXX
dd. XX/XX/XXXX

Afgesloten op (datum) om XXX u.

Waarvan akte,

Naam en handtekening opsteller

BIJLAGE 2 : brief tot opstarting van de administratieve procedure (met bemiddelingsprocedure)

AANGETEKEND

Geachte Mevrouw/mijnheer,

Op (datum) heeft het proces-verbaal/de vaststelling met nummer XXX dd. XX.XX.XXXX, opgesteld door beëdigd ambtenaar/agent X, mijn diensten bereikt.

In dit proces-verbaal/vaststelling werd de volgende inbreuk vastgesteld :

(omschrijving inbreuk)

Dit maakt een inbreuk uit op artikel XXX van het gemeentelijk reglement of verordening van XXX (datum en titel) waarvoor een administratieve geldboete van maximaal 250 euro kan worden opgelegd.

U heeft thans de gelegenheid om uw verweermiddelen, schriftelijk bij een ter post aangetekende brief, uiteen te zetten binnen de vijftien dagen, te rekenen vanaf de datum van kennisgeving van deze aangetekende brief. Bij deze gelegenheid kan u om een mondelinge verdediging van uw zaak verzoeken.

U kan uw schrijven richten naar :

Naam behandelend ambtenaar en adresgegevens

U kan zich laten bijstaan door een advocaat. U en uw advocaat hebben het recht uw dossier te consulteren.

In bijlage vindt u een afschrift van het proces-verbaal/de vaststelling.

(Ingeval van een minderjarige) Gelijkzeitig met dit schrijven werd een schrijven gericht aan de stafhouder van de orde der advocaten. Indien u over geen advocaat zou beschikken zal de stafhouder u een advocaat ter beschikking stellen en dat tijdens de hele procedure.

(facultatief behoudens bij minderjarigen) In het kader van de in artikel 119 ter Nieuwe Gemeentewet voorziene (verplichte) voorafgaande bemiddelingsprocedure, verzoek ik u mij binnen de termijn van 15 dagen tevens schriftelijk bewijs te willen leveren dat de aangerichte schade vergoed of hersteld is.

Hoogachtend

Naam en handtekening behandelend ambtenaar

BIJLAGE 3 : model van beslissing

BESLISSING

Gelet op artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet, ingevoerd bij wet van 13 mei 1999 en gewijzigd bij de wet van 7 mei 2004 en 17 juni 2004 ;

Gelet op het gemeentelijk reglement/verordening van (datum en titel) ;

Gelet op het proces-verbaal/de vaststelling met nummer XXX dd. XX/XX/XXX, waarbij werd vastgesteld dat (identiteit overtreder) op (datum) (omschrijving inbreuk) ;

Overwegende dat hogervermelde inbreuk onder toepassing valt van artikel X van het gemeentelijk reglement of verordening van (datum en titel);

(facultatief) Overwegende dat de procureur des Konings op schriftelijk heeft laten weten dat : het aangewezen is een administratieve geldboete op te leggen en dat hijzelf geen gevolg aan de feiten zal geven / dat een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek werd opgestart, vervolging werd ingesteld of wel dat het dossier werd geseponeerd bij gebrek aan toereikende bezwaren / dat de procureur des Konings geen bericht heeft gelaten binnen de wettelijke termijn ;

Overwegende dat aan X bij aangetekende brief dd. de mogelijkheid werd geboden verweermiddelen in te dienen; (facultatief behoudens bij minderjarigen) dat tezelfdertijd aan X een voorafgaande bemiddelingsprocedure werd voorgesteld ;

Overwegende dat de voorafgaande bemiddelingsprocedure wel/niet met gunstig gevolg werd afgehandeld zodat er geen aanleiding meer bestaat een administratieve geldboete op te leggen / zodat hiermede rekening kan gehouden worden bij de begroting van de administratieve geldboete ;

Overwegende dat X/Meester X in zijn hoedanigheid van raadsman van bij schrijven dd. XX/XX/XXXX verweermiddelen heeft ingediend (en tezelfdertijd om een mondelinge verdediging van de zaak heeft verzocht) ;

Overwegende dat de materialiteit van de inbreuk blijkt uit het proces-verbaal/de vaststelling, waarin ... ;

motivering

Overwegende dat het ingediende verweer dan ook niet van aard is de door vastgestelde feiten te weerleggen ; dat de inbreuk dan ook bewezen voorkomt ;

Overwegende dat op basis van het ingediende verweer, er twijfel heerst met betrekking tot de gedane vaststellingen ; dat de twijfel ten goede dient te komen van de geverbaliseerde zodat er inzake dan ook geen aanleiding bestaat enige administratieve sanctie op te leggen ;

OM DEZE REDENEN

Oordeel ik, naam en functie ambtenaar, aangewezen krachtens gemeenteraadsbeslissing dd. Om administratieve geldboetes op te leggen in uitvoering van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet,

Dat de feiten ten laste gelegd aan

X, geboren te X op XX/XX/XXXX, wonende te .

Bewezen zijn en leg dan ook een administratieve geldboete op ten bedrage van euro/
niet bewezen zijn en er dan ook geen aanleiding bestaat enige administratieve geldboete op te leggen.

Een kopij van deze beslissing wordt per aangetekend schrijven ter kennis gebracht aan X.

Opgemaakt te op

Naam en handtekening bevoegde ambtenaar

U heeft het recht tegen deze beslissing beroep aan te tekenen bij de politierechtbank/jeugdrechtbank. Hiertoe dient u op straffe van verval binnen een termijn van een maand vanaf de kennisgeving van deze beslissing, een verzoekschrift neer te leggen bij de politierechtbank/jeugdrechtbank te ,

MODEL 4 : model van kennisgeving aan stafhouder

Het opstarten van de administratieve procedure – minderjarige – kennisgeving aan stafhouder

Geachte stafhouder,

Overeenkomstig §9bis van artikel 119 bis van de Nieuwe gemeentewet breng ik u, als stafhouder van de orde der advocaten, met dit schrijven op de hoogte van het PV /de vaststelling met nummer x dd. xx, dat mijn diensten heeft bereikt.

De volgende inbreuk lastens X werd daarbij vastgesteld :
(omschrijving van de inbreuk).

Dit vormt een inbreuk op artikel X van het gemeentereglement of verordening dd. (datum en titel te vermelden). De heer X is minderjarig.

Mag ik u vragen aldus ten laatste twee werkdagen na het ontvangen van dit schrijven een advocaat aan te duiden, die belast is met het begeleiden van de minderjarige tijdens de hele procedure. Meer gegevens omtrent de heer X vindt u in bijlage. Ik zou u, na aanstelling van de betrokken advocaat, willen vragen mij in kennis te willen stellen van de identiteit van de aangestelde advocaat en bijgaand dossier over te maken aan de betrokken advocaat.

Hoogachtend

Naam en handtekening behandelend ambtenaar